

3<sup>e</sup> impérial

Centre d'essai en arts visuels

# Faire, voir ...

---

Mémoire sur l'Art Actuel des Régions  
& Recommandations

présenté à

*Solidarité rurale du Québec*

lors de la grande tournée

*Corvée d'idées*

Présenté le 9 juin 1998 à Saint-Hyacinthe, en Montérégie

( Deuxième édition revue et augmentée, 22 septembre 1998 )

## PRÉSENTATION DU MÉMOIRE

### **3<sup>e</sup> impérial** [4]

Organisme producteur et diffuseur en art actuel

### **RECHERCHE EN COURS** [5]

Instants ruraux

### **EXPOSITION DES RÉSEAUX** [6]

RCAAQ : Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec

AAM : Art actuel Montérégie

RDAVM : Regroupement des diffuseurs en arts visuels de la Montérégie

RAAV : Regroupement des Artistes en Arts Visuels du Québec

### **DES MOTS À REDIRE** [9]

Artiste : producteur d'avenir

Culture

Ruralité

Maritimité

Gravité critique

Gigantisme et isolement

Néo-ruralité

Urbanité

Résider

Paysages en chantiers

### **RECOMMANDATIONS** [29]

Constats

Enjeux

Statu quo

Opportunités

Six recommandations

### **BIBLIOGRAPHIE** [33]

# CULTIVER L'ART-CHAMP COMME VOCATION D'UNE ESPÈCE VULNÉRABLE.

RONALD RICHARD

Membre fondateur des *Artistes Installateurs de Beauce*, membre actif du **3<sup>e</sup> impérial** et participant au forum **Instants Ruraux**. Un des leaders étudiants lors de *La République des Beaux-Arts* qui eut lieu à Montréal en 1968. Vit en Beauce et travaille présentement à la MRC Robert Cliche.

# PRÉSENTATION

FAIRE, VOIR ... revisite le champ des arts visuels vis à vis la culture globale du Québec. Il expose la participation des artistes dans la construction du territoire rural. L'art vivant habite, élabore et amplifie l'imaginaire d'un patrimoine inexploité : le temps présent.

FAIRE, VOIR ... pour habiter et ramifier les productions artistiques dans l'ensemble des régions du Québec. Offrir la ruralité comme milieu d'accueil aux premiers producteurs de la culture. Professionnaliser le séjour des artistes pour favoriser les échanges mutuels. L'art actuel est un atout dans la recomposition du monde rural.

## SERVICE AUX PRODUCTEURS

Occupation pratique des artistes dans la culture tout-terrain du Québec. L'Art fait, la Culture refait. Toujours, le territoire rural est parcouru par des événements producteurs d'avenir. Les paysages sont en chantier. La néo-ruralité existe, insiste l'imaginaire. La matière n'est pas qu'infrastructure, elle est moeurs et vie. Le Patrimoine circule & ruine la loi du *jusqu'à présent*. À nouveau, les ruines chantent. L'art est action vivante.

## SERVICE À LA CLIENTÈLE

Diffuser dans l'époque les oeuvres à l'échelle locale, nationale et internationale. Promettre que la ruralité soit une terre d'accueil.

---

FAIRE, VOIR ... mémoire présenté à *Solidarité rurale du Québec* lors de la grande tournée *Corvée d'idées*. Mémoire exposé par Danyèle Alain, Philippe Côté et Yves Gendreau - tous trois artistes membres du **3<sup>e</sup> impérial** - le 9 juin 1998 à l'Hôtel de Ville de Saint-Hyacinthe en Montérégie. L'exposé du mémoire permit la donation d'un autobus jaune (voir page 18). FAIRE, VOIR ... est maintenant une version revue, augmentée et accompagnée d'annexe. La 2<sup>e</sup> édition du mémoire fut réalisée entre Roxton-Pond, Montréal et Granby, entre juin et septembre 1998.

**3<sup>e</sup> impérial** - Centre d'essai en arts visuels  
164 rue Cowie, suite 330, Granby, MRC Haute-Yamaska, Québec, Canada, J2G 3V3  
télécopieur : 450-378-6281  
3eimperial@endirect.qc.ca  
450-372-7261

# 3<sup>e</sup> impérial

ORGANISME PRODUCTEUR ET DIFFUSEUR EN ART ACTUEL

*Par ce qu'elle active, plus que le paysage, c'est la piste qui nous intéresse.*

Le **3<sup>e</sup> impérial** est un centre d'artistes autogéré voué à la recherche, à la production et à la diffusion. Fondé en 1984, depuis le troisième étage de l'ex-usine Impérial Tobacco à Granby, le **3<sup>e</sup> impérial** offre l'éclosion d'une communauté de pensée et d'action qui engage des ruptures avec le modèle de diffusion associé au dispositif de la galerie d'art.

Le **3<sup>e</sup> impérial** participe du déploiement des pratiques actuelles car il permet aux artistes d'instruire une recherche reliée à la région de la Montérégie et aux réseaux professionnels auxquels le centre autogéré participe : ruraux, nationaux et internationaux.

La présence du **3<sup>e</sup> impérial**, en des lieux stratégiques de la Cité, si elle surprend par les moyens utilisés et les enjeux soulevés, offre aux publics des régions de nouveaux points de contact avec les esthétiques contemporaines. Le **3<sup>e</sup> impérial** s'engage dans des dispositifs éphémères où il est question de sites, de contextes, de publics... mais aussi de présence et d'attitude.

Depuis des années l'activité artistique générée par le **3<sup>e</sup> impérial** balise la région de la Haute-Yamaska et la connaissance de ce territoire favorise et légitime les démarches artistiques. Privilégiant des contextes de production et d'échange au sein desquels les artistes sont appelés à intervenir socialement, ces travaux pratiques jouent sur des horizons physiques et symboliques variés:

- > élément géophysique (*L'Art et l'eau - Rencontre continentale* en 1994)
- > métissage culturel (*Centre d'interprétation de la nature* en 1995)
- > pratique culturelle (*À l'Affût* en 1995)
- > pratique artistique (*Forum Culture/culture* en 1995 et *Festin Cru* en 1996)
- > territoire urbain (*Propaganda* en 1996)
- > exposition virtuelle (*Effet de lieu* en 1997-1998)
- > patrimoine désaffecté (ex-usine Stanley en 1997)
- > territoire néo-rural (golf, érablière, verglas, champ de maïs, pylône en 97-98)

## INSTANTS RURAUX

### EXPLORER LA RURALITÉ

Les recherches artistiques et éthiques du 3<sup>e</sup> impérial sont guidées par le thème des **Instants ruraux**. Un programme biennal (1997 à 1999) d'activité en quatre volets: résidence d'artiste, art public, bulletin ainsi que le récent forum tenu le 30 mai 98 à Roxton-Pond (Haute-Yamaska): **Instants ruraux**.

**Instants ruraux** engage une réflexion publique sur l'art actuel parce qu'il semble un atout culturel inexploité dans la présente recomposition du monde rural. Actualité d'un laboratoire *tout-public* pour contaminer des univers de sens qui autrement s'excluent: poétique, géographique, social, artistique...

### ART PUBLIC ET RÉSIDENCE D'ARTISTE

**Instants ruraux** implique la création de contextes singuliers avec la production d'interventions artistiques dans les régions rurales et limitrophes de la Haute-Yamaska. Suite à une résidence d'un mois, au cours de laquelle l'artiste détermine un site et des stratégies d'action et d'échange avec les communautés locales, l'artiste s'engage à réaliser une œuvre d'art public. Artistes en résidence de la programmation 1997-1998: Marc Gagnon, Adrienne Luce, Philippe Côté, Massimo Guerrera.

### DE LA ZONE VERTE AGRICOLE AUX TERRES NOIRES DE LA RURALITE

Débatte des lieux de production et de monstration de l'art. En milieu rural la législation actuelle - loi sur les parcs nationaux, zonage agricole, sécurité routière, zone blanche, règlement municipal, plan d'aménagement, décret gouvernemental, terre de la couronne - retranche bon nombre de lieux où il est permis de s'activer. L'idée d'établir en territoire rural des lieux spécifiques aux arts laisse voir une getthoïsation culturelle accrue; justement là où nous jugeons nécessaire l'assouplissement de la législation actuelle. Il serait téméraire de vouloir un zonage artistique en milieu rural car la discussion nationale mérite d'être approfondie, mais on sent bien la nécessité locale de négocier des ententes légales entre les artistes et les pouvoirs publics. Dès lors, l'Accord sur la Libre Circulation de l'Art (le projet ALICA) devient - à la suite des **Instants Ruraux** - la nouvelle matière d'un laboratoire d'activités artistiques et politiques. (À suivre)

## [ 6 ] EXPOSITION DES RÉSEAUX

Le 3<sup>e</sup> **impérial** est membre des associations suivantes : Art Actuel Montérégie (AAM) ;  
Regroupement des diffuseurs en arts visuels de la Montérégie (RDAVM) ;  
Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ) .

Les artistes du 3<sup>e</sup> **impérial** qui gèrent, produisent et diffusent l'art actuel sont des professionnels membres du Regroupement des Artistes en Arts Visuels du Québec (RAAV).

Le 3<sup>e</sup> **impérial** reçoit l'appui financier du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ)  
et du Conseil des Arts du Canada (CAC) .

### **Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ)**

*Les centres d'artistes sont des collectifs qui autogèrent des actions et des interventions de recherche, d'exploration et d'expérimentation en art visuel actuel. Depuis 25 ans, par leur présence accentuée sur tout le territoire du Québec, ils constituent l'acteur principal en ce domaine (...)*

*Sans finalités liées à la quête de profit et rejetant tout principe lié à la concurrence, les centres d'artistes opposent la solidarité collective et sociale à l'isolement et la précarité socio-économique des artistes (...)*

*L'action des centres d'artistes dépasse donc largement une certaine tendance bureaucratique qui aimerait les enfermer dans un seul rôle, une seule fonction. Nous réaffirmons que « la vocation prédominante » du centre d'artistes n'existe pas : la recherche, la diffusion, la production, la distribution, l'édition, la formation, l'accès à des services spécialisés et à des équipements technologiques, l'intervention sociale et communautaire tissent l'écheveau de leurs actions de recherche fondamentale disséminées sur tout le territoire du Québec (...)*

*Nous réitérons pour terminer, notre engagement vis-à-vis l'art actuel, l'amélioration du statut de l'artiste, les principes d'autonomie et de solidarité qui animent la prise en charge communautaire et autogérée des moyens de la création, de la production et de la diffusion artistiques.*

Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ) - Mémoire présenté  
au Groupe-conseil en arts visuels auprès du gouvernement du Québec, 1995

En 1998, le **RCAAQ** c'est plus de **2000 artistes professionnels** qui se regroupent et qui gèrent collectivement une cinquantaine de centres d'art. À savoir, des organismes très diversifiés entièrement consacrés à l'art qui se fait autant ici qu'à travers le monde. Ces centres dont le nombre grandit sans cesse au Québec, existent partout sauf au Nouveau-Québec et sur la Côte-Nord. Ils produisent et diffusent annuellement plus de 1000 événements : exposition, manoeuvre, conférence, résidence de création, holographie, performance, art audio, infographie, installation, danse, vidéo, poésie, multimédia. Ils versent plus de 700 000 \$ en droits d'auteur aux artistes pour la présentation publique de leurs oeuvres. Les centres fonctionnent avec une centaine de permanents au salaire moyen de 17 000 \$. Par année, ils gèrent plus de 200 emplois occasionnels à temps partiel.

## **AAM -**

### **Art actuel Montérégie**

Art actuel Montérégie regroupe des individus et organismes professionnels oeuvrant en art actuel dans le domaine des arts visuels en Montérégie. Fondé en 1996, avec la volonté de travailler au développement culturel régional, et de montrer sa vivacité et sa pertinence. Les actions de AAM visent à soutenir, à promouvoir, à développer les pratiques artistiques, la diffusion, les recherches et les discours en art actuel en Montérégie. Art actuel Montérégie agit comme organisme de représentation et de concertation. À ce jour AAM compte 37 membres individus et 7 membres organismes.

## **RDAVM -**

### **Regroupement des diffuseurs en arts visuels de la Montérégie**

Le RDAM a été fondé en 1990. Il regroupe les organismes suivants : Arts Sutton à Sutton, Centre d'exposition des Gouverneurs à Sorel, Expression à St-Hyacinthe, Action Art Actuel à Saint-Jean-sur-Richelieu, 3<sup>e</sup> impérial à Granby, Musée Marsil à Saint-Lambert et Plein-Sud à Longueuil. Il œuvre à la promotion et plus particulièrement à la diffusion de l'art actuel sur le vaste territoire de la Montérégie.

## **RAAV -**

### **Regroupement des artistes en arts visuels du Québec**

Fondé en 1989, le RAAV est l'association mandatée pour représenter l'ensemble des artistes professionnels du Québec ayant une démarche de création en arts visuels. Ce mandat émane de la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs (dite Loi 78)*. Cette Loi, votée en 1988, définit les critères de professionnalisme des créatrices et des créateurs, elle régleme leur représentation collective et oblige les parties à signer des contrats lors de la diffusion d'oeuvres.

Les pratiques représentées par le RAAV sont non restrictives selon la *Loi 78* : *arts textiles, dessin, estampe, holographie, illustration, installation, peinture, performance, photographie, sculpture, art vidéo, autres formes d'expression de même nature*. En 1998, plus de mille artistes professionnels sont membres du RAAV.

## **SODART -**

### **Société de gestion des droits d'auteur en arts visuels**

Fondée par le RAAV en 1998, cette jeune société protège, professionnalise et garantit la rémunération des artistes visuels en défendant tous les droits d'auteur du producteur.

## Regroupement des artistes en arts visuels (RAAV)

Le RAAV a un large mandat de représentation de l'ensemble des artistes en arts visuels du Québec selon quatre grands objectifs :

- 1 . Veiller à l'éthique de la profession artistique dans le domaine des arts visuels et à la liberté de son exercice ;
- 2 . Défendre les intérêts économiques, sociaux, moraux et professionnels des artistes professionnels ;
- 3 . Promouvoir les meilleures conditions de création et de diffusion des oeuvres ;
- 4 . Représenter les artistes chaque fois qu'il est d'intérêt général de le faire.

### Répartition des membres du RAAV par région

Montréal	596
Montérégie	126
Québec	110
Mauricie-Bois-Francs	37
Laurentides	29
Laval	28
Saguenay-Lac-St-Jean	23
Lanaudière	21
Estrie	20
Abitibi-Témiscamingue	13
Outaouais	12
Chaudière-Appalaches	11
Gaspésie-Îles de la Madeleine	9
Bas-St-Laurent	7
Côte-Nord	1
Hors-Québec	9
<b>Total des membres</b>	<b>1052</b>

---

Les données de 1993 montrent que l'État tricéphale subventionne au moins à 77% l'art parallèle au Québec (Ottawa : 2 M\$, Québec : 2,9 M\$, municipalités\* : 0,7 M\$). (...) Les revenus provenant d'autres sources (encans, etc.) sont négligables. On comprend pourquoi, il n'a jamais été question ici de parler d'autogestion économique.

GUY SIOUI DURAND, *L'ART COMME ALTERNATIVE -  
RÉSEAUX ET PRATIQUES D'ART PARALLÈLE AU QUÉBEC 1976-1996* (ÉD. INTER, QUÉBEC, 1997, P. 139)

\* Le pouvoir municipal apparaît tétanisé, depuis la réforme Ryan et la lutte au déficit zéro.  
RONALD RICHARD, MEMBRE ACTIF DU 3<sup>e</sup> IMPÉRIAL, GRANBY, JUILLET 1998

## **ARTISTE : PRODUCTEUR D'AVENIR**

Ce qui est recherché ici, au sein d'un conformisme éreintant et d'un économisme éreintant, n'est rien d'autre qu'un modèle complexe de relation au local. On voudra croire que celui de la ruralité en est un, où puisse s'affirmer la volonté émancipatrice de singularités, soit les pratiques en art actuel ; tout ce qui s'y rage et enrage de produire des objets hallucinés, par nature ne serait-ce qu'au niveau de leur matériologie, piquets plantés dans le terreau social et toujours chargés de ce qu'ils portent de charge réactive et contaminante, aisément marginalisés au seuil de l'anomie parce qu'entre autre répulsif au consommable en lequel on loge très mal nos rêves ragés à l'étroit. Donc comment abriter, zoner notre imaginée réalité ; comment habiter ce pays et l'art, combien ça coûte ? Et la liberté, l'égalité, la fraternité ?

D'art et ruralité, le gain, la perte. Enjeu ? Atout ?

Ronald Richard, exergue du discours inaugural, forum Instants ruraux, Roxton-Pond, 30 mai 1998

Dans le fond, ce qui est en jeu, c'est le droit à la différence ; lorsque des créateurs réclament le libre choix de leur lieu de production et de vie, ils expriment un besoin de liberté tout aussi essentiel que la liberté elle-même dans le choix des objets de leurs actes créatifs.

Bruno Jean, extrait de la communication prononcée au forum Instants ruraux, Roxton-Pond, mai 1998

## ARTISTE : AVENIR DU PRODUCTEUR

### L'oise 78 : échelle et serpent

Adoptée par l'Assemblée nationale du Québec en 1988, la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs*, définit le statut professionnel du producteur en arts visuels par le jugement libre et éclairé de ses pairs. La Loi énumère sans limiter des pratiques et des médiums qui élargissent la définition commune de l'artiste: *art audio, arts textiles, dessin, estampe, holographie, illustration, installation, peinture, performance, photographie, sculpture, art vidéo, autres formes d'expression de même nature.*

(...) s'amorce avec la publication du Rapport Arpin (1991), une conception moderniste de l'art (...) la création devient le point de départ de la culture et la culture, une force économique ainsi qu'une responsabilité gouvernementale, les artistes et les créateurs deviennent essentiels au tissu social et plus remarquable encore, essentiels en tant que professionnels.

C'est précisément cette logique de légitimité qui rend compte du support public à la reconnaissance que recherchent depuis longtemps les artistes québécois.

MICHELLE GAGNON ET MARTIN ALLOR, *LE QUÉBEC ET LA PRODUCTION DU CULTURELLE IN L'ÉTAT DE CULTURE - GÉNÉALOGIE DISCURSIVE DES POLITIQUES CULTURELLES QUÉBÉCOISES*  
GROUPE DE RECHERCHE SUR LA CITOYENNETÉ CULTURELLE / RESEARCH GROUP ON CULTURAL CITIZENSHIP (GRECC),  
CONCORDIA UNIVERSITY ET UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, 1997, p. 23

**Entrepreneurs, hautement spécialisés et pour la plupart autonomes : les travailleurs du secteur culturel sont le reflet de la population active de demain, croit le ministre Lloyd Axworthy...**

Bryan Myles, « Un organisme de gestion des ressources humaines pour la culture », *Le Devoir*, 20 janvier 1995, p. A-6

Selon Statistique-Canada, en 1995, les artistes des arts visuels, historiens de l'art, commissaires d'exposition et critiques «jouissent» de revenus moyens annuels de 7 800\$ en provenance de leur travail d'artiste ou de travailleur culturel. Ils sont le plus souvent des travailleurs autonomes, donc privés d'avantages sociaux. Lorsqu'ils occupent d'autres activités dans le secteur culturel (rémunération du droit d'auteur, salaire, honoraire de pigiste, subvention, etc.), leurs revenus moyens «s'élèvent» à 14 100\$.

## ARTISTE : PRODUCTEUR D'AVENIR

Ne cherchez pas à comprendre ; nommez,  
le territoire, même de façon aléatoire.

Guy Sioui Durand, *L'art comme alternative*

- *Réseaux et pratiques d'art parallèle au Québec 1976-1996*, éd. Inter, Québec, 1997, p. 404

Le réseau québécois des centres d'artistes est unique en Occident par sa grandeur, sa flexibilité, sa légèreté d'action. L'activité produite par celui-ci occupe l'ensemble du pays avec des événements discrets, nomades, singuliers aux statures internationales. Des événements festifs et tout-terrain où l'art est objet du rendez-vous. L'existence des arts actuels est la preuve que la culture québécoise est une culture globale de stature internationale. Ce réseau national d'artistes demeurera-t-il dans le paysage politique québécois un laboratoire culturel inexploité ... ?

*Quels liens entretiennent entre eux, les villes, les métropoles, les réseaux corporels, les rencontres momentanées, les coïncidences et leurs imprévisibles détournements ?*

*Laissez-moi mon futur : la notion de connexion avec d'autres réseaux que ceux de l'art.*

Sylvie Tourangeau, titre de la performance-conférence, forum Instants ruraux, Roxton-Pond, 30 mai 1998

## ARTISTE : EXPÉRIENCE D'AVENIR

Au cours des années 80, nous sommes passés des  
Citoyens-sculpteurs aux sculptures-citoyennes.

Guy Sioui Durand, *L'art comme alternative*

- *Réseaux et pratiques d'art parallèle au Québec 1976-1996*, éd. Inter, Québec, 1997, p. 409

Qu'est-ce qu'une attraction artistique ? Au Québec, en situation de catastrophe économique ou naturelle, un réseau d'idées et de prototypes s'active et produit des effets inouïs. Au Bas-Saguenay, deux nouveaux chantiers publics sont apparus. Les initiateurs des chantiers proviennent du réseau québécois des arts actuels. Nommons à l'Anse Saint-Jean, le projet éco-forestier du Mont Édouard financé par le premier artiste-roi municipal **Denys Tremblay**. Tandis qu'à La Baie, le conseil municipal assume l'oeuvre monumentale de **Jean-Jules Soucy** : «*BDAA*». La Ville engage l'artiste-entrepreneur pour réaménager le delta du lit de la rivière des Ha Ha déplacé par le Déluge de 1996. Parlons-en des attractions "post-technocratiques".

Pour comprendre la volonté locale d'autonomie et l'origine socio-économique de l'oeuvre de **Denys Tremblay**, voir les articles de Pierre-W. Boudreau - *Anse Saint-Jean et la lutte pour la survie de l'écosystème*. (Revue Possibles, hiver 1991, Montréal) et de Jérôme Renick - *Le royaume de l'Anse-Saint-Jean émet sa première monnaie*, (Les monnaies, Vol. 3 no 2, été 1998, St-Catherines, Ontario). Pour une brève description de l'entreprise de **Jean-Jules Soucy**, voir l'article *Une pyramide sera érigée en bordure de la route à La Baie*, (Presse canadienne, Journal de Montréal, 12 mai 1998).

Consulter sur ces 2 projets le nouveau no 70 de la revue *Inter* qui fête vingt ans d'existence en art actuel. (**Jean-Jules Soucy** - <http://www.restaurationdaa.com> ; **Denys Tremblay** - <http://www.roidelanse.qc.ca>.)

## CULTURE DE LA CULTURE

Une culture globale canadienne-française ne postule aucunement une homogénéité de fait. Une culture, si vivante soit-elle, est constituée d'un résidu d'éléments autochtones et d'éléments empruntés : ces derniers qui, au départ, sont hétérogènes, sont finalement assimilés, homogénéisés plus ou moins rapidement et finissent par fonder en réalité la culture globale autant que ses éléments originels.

(...)

En cessant d'être globale, la culture du Canada français imprégnerait, sans danger et de façon dépolitisée, plusieurs aspects de la vie canadienne.

(...)

À cet égard, il faut reconnaître que le Canada

(...)

n'aura pas raison finalement de notre fatigue culturelle qui est très grande.

### **Hubert Aquin (1929-1977)**

*La fatigue culturelle du Canada Français (1962)*

in *Mélange littéraires II*, pp. 84-94 ;

Tome IV, Vol. 3, coll. BQ, Leméac, 1995

## CULTURE : RÉGIONALE

La *Loi Chevette* sur la néo-structure du développement régional (CLD) n'incorpore, ni n'oblige la formation d'un collège électoral dédié à la culture et aux arts. Dès lors, dans la MRC Haute-Yamaska, ne siège aucun représentant de la culture régionale au CA du CLD des Cantons-de-l'Est. Par ailleurs, en Beauce, la MRC de Bellechasse incorpore à son nouveau plan d'aménagement un *zonage culturel* du territoire.

Depuis peu, le ministère de la Culture et des Communications propose aux MRC de subventionner un nouveau poste temporaire dédié au patrimoine, à la culture et aux arts. La culture est un fait global. L'art actuel procède encore sur le territoire comme un électron libre.

(...) PAS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DANS  
NOS RÉGIONS RURALES PÉRIPHÉRIQUES SANS  
UNE PRODUCTION CULTURELLE VIVANTE,  
ENRACINÉE DANS SON TERROIR MAIS  
BRANCHÉE SUR LE MONDE.

BRUNO JEAN, EXTRAIT DE LA COMMUNICATION : ART ET RURALITÉ: UNE RÉCIPROCITÉ MÉCONNUE  
FORUM INSTANTS RURAUX, ROXTON-POND, 30 MAI 1998

DANS UN BUDGET MUNICIPAL, IL FAUT  
CONSACRER AUTANT D'ARGENT À  
L'EXPRESSION QU'À LA RÉPRESSION.

(...)  
À AMOS, NOUS CONSACRONS À LA CULTURE,  
AUX ARTS ET AUX LOISIRS PRESQU'AUTANT  
D'ARGENT QU'À LA POLICE.

ANDRÉ BRUNET - MAIRE D'AMOS : UN CONSTAT DES MILIEUX  
COMMUNICATION AU FORUM INSTANTS RURAUX, ROXTON-POND, 30 MAI 1998

## CULTURE

*TOUT SE TIENT DANS LE SYSTÈME POLITIQUE : ÔTEZ UNE PIÈCE QUI SOUVENT NE PAROÎT AUX YEUX DE L'OBSERVATEUR SUPERFICIEL QU'UN HORS D'ŒUVRE OU UN ORNEMENT SUPERFLU, VOUS EN DÉRANGEZ SOUVENT, PAR CELA MÊME TOUTE L'ÉCONOMIE. C'EST LA CLEF D'UNE VOUTE ; LA PETITESSE DE SES DIMENSIONS VOUS LA FAIT MÉPRISER, VOUS L'ENLEVEZ, L'ÉDIFICE S'ÉCROULE, ET ÉCRASE SOUS SES RUINES L'IMPRUDENT ARCHITECTE. - NON, CE N'EST POINT SUR DES RUINES QUE L'ON PEUT ESPÉRER D'ÉLEVER DES FABRIQUES SOLIDES ET DURABLES.*

*Denis-Benjamin Viger, Considérations sur les effets qu'on produit en Canada, la conservation des établissemens du pays, les moeurs, l'éducation, etc. de ses habitans ; les conséquences qu'entraîneroient leur décadence par rapport aux interets de la Grande Bretagne, Par un canadien, M. P. P. Imprimé chez James Brown, Libraire, No 20, Rue St. François Xavier, vis-à-vis le Séminaire. Montréal : 1809, page 35.*

Global - Local = Glocal\*

Local + Global = Lobal

\* EXPRESSION DU GROUPE DE LISBONNE  
PUIS LECTURE RÉVERSIBLE.

LA FORTE AUTONOMIE SUPPOSE DE FAIBLES CONTACTS AVEC L'EXTÉRIEUR, TANDIS QU'UNE FAIBLE AUTONOMIE SUPPOSE DES CONTACTS NOMBREUX, ET CEUX-CI REQUIÈRENT PAR CONSÉQUENT DES INTERMÉDIAIRES PLUS NOMBREUX ET SPÉCIALISÉS

(...)

HENRI MENDRAS, *SOCIÉTÉS PAYSANNES*, A. COLLIN, PARIS, 1976  
(in Michel Robert, *Sociologie rurale*, PUF, 1986, p. 66)

## CULTURE LOBALE

IL A DÉJÀ ÉTÉ MENTIONNÉ, DANS LE CADRE D'AUTRES DOSSIERS SUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC, COMMENT ON PEUT TRÈS BIEN FONCTIONNER AUJOURD'HUI À PARTIR D'UN CENTRE EN RÉGION. LES GENS SE CRÉENT DES RÉSEAUX, SANS ATTENDRE D'ÊTRE PRIS EN CHARGE. LES CONTACTS SE MULTIPLIENT AU NIVEAU INTERRÉGIONAL ET INTERNATIONAL ENTRE PLUSIEURS POINTS, PEU IMPORTE LEUR TAILLE ET LEUR SITUATION GÉOGRAPHIQUE. AINSI, LA PROBLÉMATIQUE DES RÉGIONS COLLE À UNE CERTAINE RÉALITÉ TECHNOLOGIQUE ET SOCIO-POLITIQUE ACTUELLE OÙ IL EST QUESTION DE DÉCENTRALISATION ET DE RÉSEAUX. CELA PERMET AU DISCOURS DES RÉGIONS DE LARGUER L'IMAGE UN PEU RÉTROGRADE QUI LUI EST ENCORE SOUVENT ACCOLÉE.

SELON DOMINIQUE LAQUERRE, ARTISTE DE LA RÉGION MAURICIE-BOIS FRANCS, CETTE APPROCHE RECONNAÎT L'EXISTENCE DE LA «VIE CULTURELLE» SUR LES TERRITOIRES; ELLE PERMET ET VALORISE L'IDENTIFICATION TRÈS ÉTROITE À UN MILIEU D'APPARTENANCE, CE QUI N'EXCLUT PAS D'ÊTRE BRANCHÉ SUR LE MONDE. CETTE FAÇON DE FAIRE FAVORISE ÉGALEMENT LA DIVERSITÉ DES PRATIQUES. FACE À LA PRESSION D'UNIFORMISATION EXERCÉE PAR «LE NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE MONDIAL» ET LES MÉGA-STRUCTURES POLITIQUES (TENDANCE QUI SEMBLE SE REFLÉTER ÉGALEMENT À TRAVERS «L'ART INTERNATIONAL»), IL EST NORMAL ET SAIN QUE SE MANIFESTENT DES FORMES DE RÉSISTANCE, UNE FORME DE CONTRE-DISCOURS. LA VIE NE SAURAIT SE PASSER DE LA RICHESSE ET DU FERMENT QUE CONSTITUENT LA DIVERSITÉ ET L'AFFIRMATION DES DIFFÉRENCES.

JOHANNE CHAGNON, *DOSSIER MAURICIE-BOIS-FRANCS*  
ESSE arts + opinions NO 34 (TOME II, P.3), PRINTEMPS 1998, MONTRÉAL

---

**Revue québécoises en art actuel :** La revue *ESSE arts + opinions*, publie depuis 3 ans de forts dossiers sur les situations régionales de l'art actuel au Québec: *Abitibi-Témiscamingue, Gaspésie, Lanaudière, Bas-Saint-Laurent, Mauricie-Bois-Francs*. Depuis 20 ans, la revue *INTER* de Québec poursuit et exprime l'art actuel dans l'ensemble des régions du Québec. La revue *INTER*, associée au centre d'artistes *Le Lieu* de Québec, possède une stature internationale. Les revues québécoises qui couvrent uniquement le domaine des arts visuels sont les suivantes: *Espace, Etc., Le Sabord, Parachute*. Signalons aussi les périodiques québécois *Spirale, Vie des Arts, Possibles, Trois, CVphoto, Protée* qui publient des oeuvres d'artistes et des textes sur les arts visuels.

## RURALITÉ

Y A-T-IL UN PLAISIR PLUS GRAND QUE D'ENTRER DANS LE PAYSAGE ?

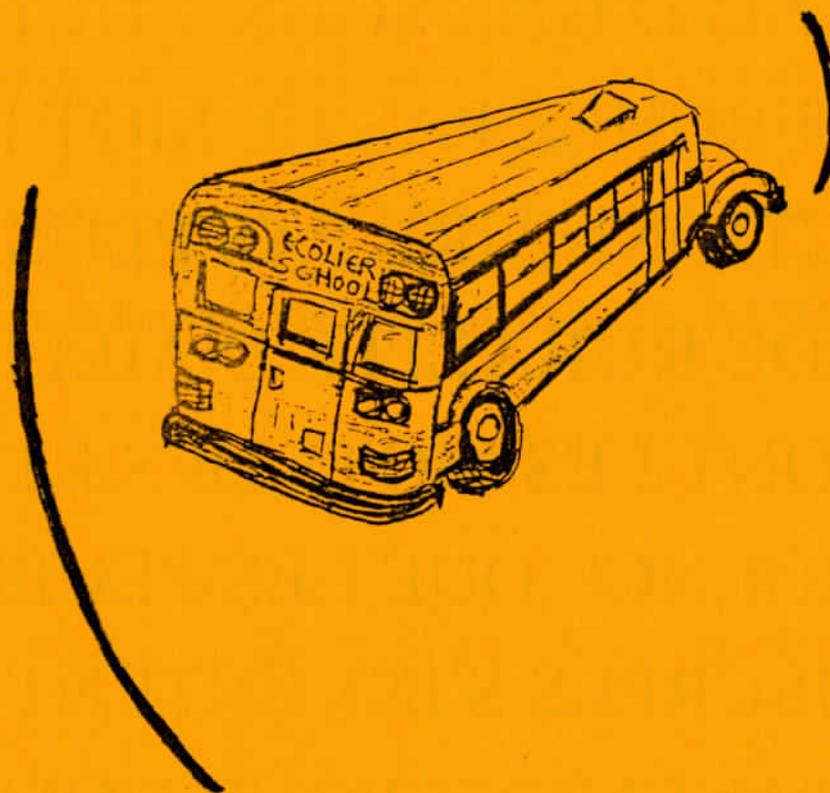
QUEL DÉSIR HABITE DONC LES ARTISTES QUI, DEPUIS UNE TRENTAINE D'ANNÉES S'AFFRONTENT DIRECTEMENT À LA NATURE, SUR SON PROPRE TERRAIN DE PLEIN AIR, EN ABANDONNANT CE QUI SEMBLAIT JUSQUE LÀ ÊTRE COSUBSTANTIEL À L'ART OCCIDENTAL : L'ARRIÈRE PENSÉE D'UNE SPÉCULATION MARCHANDE, LE SOUCI D'UNE DURÉE, LES RÉFÉRENCES DE L'HISTOIRE, LA CONTEMPLATION INTIME, L'EMBELLISSEMENT DE LA VIE ? QUEL DÉSIR CONDUIT CES ARTISTES À SORTIR DE LEURS ATELIERS, À TRAVAILLER COMME DES ERRANTS, À SE FAIRE TERRASSIERS, CHARPENTIER, JARDINIER ET EN TOUT CAS DÉNICHEUR DE SITES, AVOCAT DE LEURS PROJETS AUPRÈS DES MUNICIPALITÉS SUSCEPTIBLES DE LEUR DONNER LES AUTORISATIONS DE RÉALISER DES OEUVRES FRAGILES ET FUGITIVES ?

(...)

CES « GESTES GRATUITS » INVITENT À RECHERCHER DES RAISONS MOINS SUPERFICIELLES ET À RETROUVER PEUT-ÊTRE LE CARACTÈRE ESSENTIEL DE L'ŒUVRE D'ART QUI N'EST NI DANS SON PRIX D'ACHAT NI DE VENTE, NI DANS SON ÉVENTUEL SUCCÈS PUBLIC, NI DANS SA PLACE DANS L'HISTOIRE, NI MÊME DANS SA VERTU CRÉATRICE, MAIS DANS SA VALEUR SYMBOLIQUE.

JACQUES SIMON, *LA CAMPAGNE DONT LE PAYSAN EST L'AUTEUR À RÉINVENTER*,  
REVUE PAGES PAYSAGES NO 5 - DISTANCES, VERSAILLE, FRANCE, 1994-95, p. 114.

# RURALITÉ



**ESPÈCE MENACÉE  
EN MILIEU RURAL**

## MARITIMITÉ

*AU QUÉBEC, LES GENS DU LITTORAL FORMENT LE TIERS DES RURAUX.*

« POUR LE MOMENT PLUSIEURS  
DÉCENNIES DE PAUVRETÉ  
RÉDUISENT NOTRE MARITIMITÉ  
AU RANG D'UNE SOUS-CULTURE.  
NE CHERCHEZ PAS CE MOT DANS  
LE DICTIONNAIRE PAS PLUS QUE  
CELUI DE RURALITÉ D'AILLEURS;  
ILS SONT LES MOTS DES ÉTATS  
D'URGENCE QUE LES PEUPLES  
USURPÉS S'INVENTENT  
SPONTANÉMENT POUR NOMMER  
L'AMOUR QUI SE MEURT ET  
TÉMOIGNER DE LA PERTE. »

Adrienne Luce, *Bonjour Françoise* (Shigawake - Port-Daniel, 1990, p. 7)

ARTISTE DE LA GASPÉSIE EN RÉSIDENCE AUX INSTANTS RURAUX

(BLANC SUR BLANC & LES ÎLES DE TERRE, SAINT-JOACHIM, HAUTE-YAMASKA, FÉVRIER-AVRIL 1998)

## GRAVITÉ CRITIQUE

DE 150,000 FAMILLES QU'ELLES ÉTAIENT IL Y A 50 ANS,  
IL N'EN RESTE PLUS QUE 40,000 À CULTIVER ET À OCCUPER  
L'IMMENSE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.

RICHARD LAVOIE, RÉALISATEUR DU GRAND DOCUMENTAIRE *RANG 5* (1994)

**L'ABERRATION, C'EST QUE NOTRE HISTOIRE RÉGIONALE, C'EST QUE  
NOTRE CULTURE RÉGIONALE, NE SONT ENSEIGNÉES NULLE PART.**  
(...)

**LA CULTURE, C'EST AUSSI L'OCCUPATION D'UN TERRITOIRE PAR SES  
FORCES VIVES QUE REPRÉSENTE LA JEUNESSE.  
LA NÔTRE NOUS LA LAISSONS PARTIR VERS QUÉBEC ET MONTRÉAL,  
NOUS L'ABANDONNONS À SON SORT,**  
(...)

**PAR NOTRE FAUTE, NOUS NOUS PRIVONS AINSI DE NOTRE PROPRE  
AVENIR. POURTANT, NOUS POURRIONS À PEU DE FRAIS TISSER DES  
LIENS PERMANENTS ENTRE TOUTE CETTE JEUNESSE-LÀ ET NOUS-  
MÊMES,**  
(...)

VICTOR-LÉVY BEAULIEU, *QUÉBEC OSTINATO*,  
TEXTE 37 - 11 DÉCEMBRE 1997, TROIS-PISTOLES, 1998

Une des grandes faiblesses du monde rural est le départ précipité des jeunes. Problème crucial du maldéveloppement rural : ils quittent, sans revenir. Sans relève et sans ouverture à l'art actuel comment prendre possession d'une culture désormais décentralisée ?

Sans citoyenneté culturelle, sans la présence dans le monde rural d'un discours apte à légitimer les pratiques artistiques dans le courant actuel de l'histoire comment construire le patrimoine de demain ?

## URBANITÉ : ARRIVONS EN VILLE

La Place Ville-Marie est une sorte de concentration exceptionnelle de néant. Ou plutôt, elle reflète le néant urbain encore mieux que la maison unifamiliale pour familles désunies qui prolifère dans nos banlieues.

HUBERT AQUIN (1929-1977) *ESSAI CRUCIMORPHE* (LIBERTÉ, JUILLET-AOÛT 1963)  
in *Mélange littéraires II* (Tome IV, Vol. 3); coll. BQ, Leméac, 1995, pages 115-118

Place Youville à Québec, à Montréal au métro Beaudry ou aux Squares Berri et Pasteur, pour accueillir l'exode des néo-urbains: il y a quelques travailleurs de rues mal financés, la police néo-communautaire, le sous-travail promis par les réformes sociales, la pègre, la rue, la nuit, l'ouverture de drop-in de jours pour les drop-out 24h ... De partout au Québec, à Montréal, il y a chaque année 2500 gars et filles sans abris. Soyons clair, en ville, le BS paye le loyer ou le manger, mais *p'us* les deux. Qu'en faire du désœuvrement social qui passe entre la rue et la maison, entre les nomades branchés & débranchés, les sédentaires qui travaillent, les banlieusards qui passent et les résidents trop pauvres pour voyager. Comment dire? En Europe, la ville attire mais elle demeure trop chère, il y a donc des squatters urbains. Ici, en ville se poursuit l'exode des régions, il faut donc instituer des logements sociaux, des lieux de création et d'apprentissage. Dès lors, en temps réel, offrir aux néo-urbains des services en commun, soit la résidence, du temps, du quotidien, de la matière, du transport, la mobilité, du branchement, l'encadrement, le financement, la visibilité, l'ancrage social.

Déjà, 65% de la population canadienne est désignée comme active. Encore quelques années et 40% de cette population sera devenue travailleur autonome. Qu'en faire? Pas grave, le télétravail va les embarrer à *'a mézon*. Ou bien, imaginer la libre possession du territoire avec des moeurs. Entre temps, il faut élaborer des incubateurs d'entreprise informelle, culturelle, privée, gouvernementale, industrielle, informatique, sociale, citoyenne, communautaire, administrative, coopérative ou artistique.

PHILIPPE CÔTÉ - ARTISTE DE MONTRÉAL EN RÉSIDENCE AUX INSTANTS RURAUX AVEC L'OEUVRE TOMBA LE VERGLAS

Natif et résident du Centre-Sud, libraire en livres anciens et modernes, auteur et conférencier, membre-résident à la coordination de la Table en aménagement du Centre-Sud. Depuis 1985, il participe d'une œuvre collective qui archive les nouveaux médias sous le nom impersonnel de .(La Société de Conservation du Présent).

À Montréal, comme un Ami des Ruines, il œuvre à un plan d'urbanisme qui valorise le lieu-dit Au-Pied-du-Courant dans le réaménagement des abords ruinés du pont Jacques-Cartier. CLASSIQUEMENT, HABITER UN TERRITOIRE DE 20E GÉNÉRATION : ARTISTO - ÉCOLO - ÉCONO - SOCIO - VÉLO - MÉTRO - AUTO - GROS - CONDO - PROPRIO - HÉTÉRO - HOMO - MONO - ADO - HÉRO - RÉCRÉO - TOURISTO - MATRI - PATRIMONIAL - 24H.

## GIGANTISME ET ISOLEMENT

*L'œil civilisé regarde l'horizon  
avec l'envie de le garder sauvage.*

DIANE-JOCELYNE CÔTÉ, *IDENTITÉ TERRITORIALE* (ÉD. LANGAGE PLUS, ALMA, 1994)  
IN PRÉFACE AU CATALOGUE DU SYMPOSIUM «PAYSAGES INTER SITES» (LANGAGE PLUS, ALMA, 73 PAGES, 1997)

*Je veux des routes en gravelle.*  
NATHALIE CARON, *FILONS*, ÉD. MILLE MEUTES, MONTRÉAL, 1990.

### La démesure des infrastructures et la circulation sur le territoire

Croyez-vous que le détournement des rivières, que les méga-porcheries, que les lignes de 735 kv destinées à l'exportation, que la disparition des morues, que la monoculture du maïs au profit des voitures de banlieue, que la coupe à blanc de l'imaginaire du territoire maintiendront sur les routes rurales les autobus jaunes, garants de la survie de notre espèce ? Car nous savons que pour briser l'isolement nous sommes condamnés à rouler un nombre incessant de kilomètres. Jusqu'à peu, les usages quotidiens du territoire rural demandaient des déplacements de 8km à 12km alors que les usages actuels impliquent des déplacements - quotidiens ou urgents - de 40km, 60km, 100km . . . Mais rendons grâce aux infrastructures de télécommunication : cela n'a plus aucune importance !

A PRIORI, ON PEUT ADMETTRE QUE L'UNIVERS URBAIN ET «RURBAIN» EST GLOBALEMENT ACQUIS AU MODÈLE ; ON PEUT AUSSI CONSIDÉRER QUE TOUS LES RÉSEAUX DÉPLOYÉS PAR LA MODERNITÉ [ VOIES DE COMMUNICATION ET DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS ] AU TRAVERS LE MONDE RURAL FONT ÉGALEMENT DE CE DERNIER UN VASTE *DISNEY-MONDE*. MAIS CECI N'EST PAS TOUT À FAIT VRAI À L'EXAMEN. L'ÉTUDE DE LA RURALITÉ INCITE À PLUS DE SUBTILITÉ.

MICHEL GUET, *MISSION 70* - EXTRAIT DU DOSSIER SUR LE GROUPE EUROPÉEN DE «BANALYSE»  
INTER - ART ACTUEL, NO 70, QUÉBEC, ÉTÉ 1998, P. 35

## NÉO-RURALITÉ

### *Aborder la dynamique de la nouvelle ruralité en tant que réservoir d'énergie pour l'imaginaire.*

GUY SIOUI DURAND, EXTRAIT DU *MIEL DE L'UTOPIE*, FORUM INSTANTS RURAUX, ROXTON-POND, 30 MAI 1998

À première vue on a souvent l'impression d'un territoire vide alors que c'est le mode d'occupation qui y est singulier, avec son caractère saisonnier (la villégiature), épisodique (les travaux en forêt). De plus, à l'échelle d'une vie, pour un nombre de plus en plus grand de gens, identité rurale ou urbaine se confond\*. Et quand les ruraux parlent d'occuper le territoire, ils désignent le vieux concept d'occupation permanente de celui qui y tient *feu et lieu*. Au même moment, (...) un peu partout dans le monde occidental, on observe ce glissement vers la conception de la ruralité\* comme espace récréotouristique pour une population urbanisée. (...)

En plusieurs endroits ce n'est plus l'agriculture qui fera vivre la communauté locale mais c'est la communauté locale qui fera vivre ou non l'agriculture.

BRUNO JEAN, *UN AUTRE SIÈCLE À LA CAMPAGNE*, LE DEVOIR, 6 FÉVRIER 1998, P. A-11

\*Sur la nature présente de la néo-ruralité française, voir le compte-rendu de *L'autre maison, la résidence secondaire, refuge des générations* (éd. Autrement, coll. Mutations no. 178, 183 p.) par Jean-Michel Normand (Le Monde, 10 avril 1998, Paris)

En fait, tant que j'ai cru que le monde rural était le monde agricole, j'ai accepté tacitement les effets, même néfastes, de l'agriculture. Mon chemin de Damas, je l'ai parcouru durant la préparation des États généraux du monde rural. Ma nouvelle compréhension des choses, je l'ai livrée (...) à Washington en 1993.

*(...) je crois que l'agriculture nourrit le monde (...) si notre tâche est d'intervenir sur la matière vivante, quelque part, nous agissons au cœur de l'environnement (...) c'est «l'espace total» (Pierre Dansereau) (...) la science ne sauvera pas le monde de la misère - ni le productivisme économique qui dissémine les ressources, centralise la richesse et urbanise le monde.*

Marie-Anne Rainville - Jacques Proulx, *Nature*

Chap. 3 : *l'automne, le mûrissement*; Nuit Blanche éd., Québec, 1997, p. 62-63.

## NÉO-RURALITÉ

(...) LE MONDE RURAL N'EST PAS SEULEMENT UNE SOURCE D'INSPIRATION MAIS UN VÉRITABLE MILIEU SOCIAL QUI, À CE TITRE EST SUSCEPTIBLE DE CONSTITUER UN MILIEU DE TRAVAIL ET DE VIE POUR LES CRÉATEURS EN ART.

BRUNO JEAN, EXTRAIT DE LA COMMUNICATION, FORUM INSTANTS RURAUX, ROXTON-POND, 30 MAI 1998

**L'art** - Le nomadisme engendré par les symposiums (nomadisme plus familier au monde de la performance) suppose que les artistes voyagent les mains nues, avec quelques ustensiles de base, se déplaçant de point d'art en point d'art en quête de nourriture et de réalisation. (...) Mais là s'arrête la comparaison. Si les nomades adoptent un itinéraire cyclique connu, traditionnel, établi en fonction de leur subsistance, les artistes repassent rarement au même endroit. Ils débarquent chaque fois un peu démunis dans un nouvel environnement, que ce point de chute se situe à deux coins de rue ou à 2000 kilomètres de leur atelier. L'œuvre à faire devient alors une manière d'identité qu'ils traînent dans leurs bagages et qu'il leur faut endosser en terrain étranger. (...) L'art ainsi produit échappe donc, dans une certaine mesure, « à la régionalité comme spécificité puissante de création ». De plus, le désir d'actualiser un projet et l'immersion souvent solitaire qui s'ensuit dans le travail de création entraînent paradoxalement une coupure nécessaire avec le milieu et un rapport inégal avec ses éléments. Enfin, la complexité des moyens techniques utilisés par certains artistes renvoie davantage à la liberté d'usage et d'entreprise qu'à une économie nomade de subsistance. En ce sens, comme le dit Danyèle ALAIN du 3<sup>e</sup> impérial, la manoeuvre se fonde « sur une nécessité d'investir le lieu » et non pas sur la prémisse de s'en laisser investir. Mais le mot *investir* a plusieurs sens. (...)

Disons pour l'instant que le milieu réagit, comme l'eau, à l'« intrusion » de cet écosystème qu'est l'événement artistique. Réaction irréversible, à long terme. De même, les artistes participants, entre eux et en regard du milieu, portent la trace de leur expérience en écosystème.

JACQUELINE BOUCHARD, *L'ART ET L'EAU : RÉFRACTIONS ET RÉFLEXIONS*,  
CATALOGUE DU SYMPOSIUM *L'ART ET L'EAU - RENCONTRE CONTINENTALE* (INTER ÉD, QUÉBEC, 1995, P.18)  
À L'ÉTÉ 1994, UN SYMPOSIUM ARTISTIQUE *INSUFFLÉ* PAR LE **3e impérial**, AU LAC BOIVIN À GRANBY

## RÉSIDER

L'idée court. Laquelle ? À Saint-Jean-Port-Joli, à Rouyn-Noranda, à Carleton, à Granby, à Québec, à Amos, à Hull, à l'Annonciation, à St-Félicien ça se fait ! Quoi ? Offrir avec les moyens du bord, en milieux périphériques, des séjours de production et d'enrichissement mutuel pour les artistes professionnels en arts visuels.

Tandis que sa tête, ses mains et son ventre continuent de tenir cette histoire debout, sa mémoire est devenue le registre d'un épisode artistique et social singulier : l'invention d'un territoire d'exposition et de réflexion aussi libre qu'un atelier, aussi expérimental qu'un laboratoire de recherche. (...)

En ce sens, le phénomène croissant des activités de résidence dans les centres n'est pas sans intensifier leurs fonctions de recherche et d'exploration artistiques. Cette pratique, porteuse de risques, autant pour l'artiste que pour le centre, appelle le corps de l'artiste (il est toujours là) et expose sa chorégraphie de chercheur.

SYLVIE COTTON, DES VENTRES D'ARTISTES (PRÉFACE AU 4<sup>E</sup> RÉPERTOIRE DES CENTRES D'ARTISTES AUTOGÉRÉS DU QUÉBEC, 1998). ARTISTE ET ANIMATRICE DU FORUM INSTANTS RURAUX, ROXTON-POND, 30 MAI 1998

**RÉSIDENCE D'ARTISTE** : On entend par ces mots une communauté locale qui puisse accueillir un artiste pour un séjour de production ou de recherche qui va de quelques jours à plusieurs mois. Dans les faits, l'idée de **RÉSIDENCE** recouvre des situations fort différentes. Nommons-les. La venue des artistes repose sur une invitation personnelle, un projet à réaliser, un appel public, un milieu exceptionnel, un concours de circonstances. La **RÉSIDENCE** peut impliquer ou non la réalisation d'une œuvre, il y a ressourcement et exploration. La **RÉSIDENCE** offre un espace et un temps qui diffère du symposium d'art même si celui-ci s'en approche par certains aspects. La **RÉSIDENCE** offre à l'artiste professionnel une nouvelle gamme de ressources quotidiennes, techniques, financières, humaines. Un milieu d'accueil - comme celui de la ruralité - permet de vivre dans un contexte qui développe des approches inédites dans la production artistique. La **RÉSIDENCE** ouvre la possibilité d'un parcours-dialogue immédiat avec l'artiste, au moment où l'œuvre à faire s'ébauche et qu'elle est en chantier. Infusion lente et profonde entre les nouveaux publics et le déploiement territorial des artistes actuels. Il y a ressourcement mutuel. La **RÉSIDENCE** facilite la circulation locale des œuvres actuelles et permet la valorisation professionnelle des premiers producteurs de la culture. La **RÉSIDENCE** se pratique dans le monde de la coopération internationale, littéraire, musicale, scientifique, universitaire, etc. Cette *tite-infrastructure* de la citoyenneté culturelle permet tout simplement des échanges réciproques entre les différentes communautés culturelles du monde actuel.

## RÉSIDER

À mon ami artiste,  
Ton nombril m'exaspère.

Même si c'est par lui que nous viennent ces mots et ces images avec  
lesquels tu chavires nos âmes. C'est un cliché de dire que je cultive la  
terre alors que tu cultives l'âme.

Mais sais-tu qu'au début du siècle la culture et l'agriculture  
occupaient le même ministre ?

Marie-Anne Rainville - *Jacques Proulx, Nature*  
Chap. 4 : *L'hiver, les soleils blancs*, Nuit blanche éd., Québec, 1997, p. 101.

L'artiste, aujourd'hui, développe des rapports complexes à l'objet, à la matière, au lieu, à l'instant, au corps, au public, aux technologies nouvelles & anciennes, aux idées, aux moeurs. Vivant est le jeu du monde. Il est producteur par choix, par accident, par nomadisme, par communauté. L'artiste manie les objets tandis que l'écrivain joue les mots. Quand l'artiste en arts visuels entre dans un processus de production, il devient soumis aux éléments et à l'environnement comme le paysan aux cycles des saisons. Comme l'agriculteur, il travaille avec la matière. Pourtant, le milieu rural demeure absent de la scène artistique.

Où est la ruralité d'icitte ? Au Québec, l'idée d'inviter des artistes à résider dans toutes les régions est à généraliser. Mais quand on examine les lieux professionnels offerts aux artistes des arts visuel on demeure saisi par l'absence gouvernementale de la ruralité comme milieu d'accueil. Comment donc ? Il y a peu, le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) possédait et administrait 2 résidences d'artistes à Montréal et 3 autres à l'étranger. Depuis peu le CALQ offre aux producteurs visuels d'ici, une seule *résidence* dans la métropole car le Studio Cormier sert désormais aux échanges artistiques internationaux. En échange de cette *résidence* gouvernementale dans la métropole, le CALQ négocie indistinctement des ententes de *résidence* avec des centres situés à l'étranger ... méconnus par les artistes d'ici. Le monde est vaste. *Le CALQ propose officiellement aux premiers producteurs de la culture: l'urbanité ou l'exil ! Il manque donc officiellement la ruralité.*

En 1998, tout se passe comme si le CALQ proposait une visibilité internationale aux artistes visuels avec un minime réaménagement des enveloppes budgétaires déjà dédiées aux artistes d'ici. En retour - sans argent neuf - le CALQ offre un programme de *résidence* dans les régions du Québec. Un programme "national" qui repose sur l'existence régionale des centres d'artistes autogérés. Ces centres qui doivent gérer la décroissance malgré leur dynamisme remarquable, demeurent historiquement initiateurs des résidences d'artistes. Ce présent *modus vivendi* implique que la ruralité n'est pas reconnue officiellement comme un milieu social d'échange artistique et professionnel.

## RÉSIDER : EXEMPLES

La résidence dépasse la réalisation d'une œuvre. Elle vise à donner accès à une présence. Résider, habiter, demeurer, rester, passer du temps, s'attarder, voilà ce à quoi mène ultimement pour nous la résidence. Et peut-être : perpétuer, malgré les limites du temps, ce contact (...)

LISANNE NADEAU, 1988 : *CHANGEMENT DE CAP* - IN *RÉSIDENCE* 1982 - 1993,  
LA CHAMBRE BLANCHE ÉD., QUÉBEC, 1995, P. 140

« En Franche-Comté, depuis 1996, le CICV Pierre Schaeffer a choisi d'organiser ses activités autour du triptyque : L'ARTISTE, LE CITOYEN, L'ENTREPRENEUR. Cette triple approche privilégie : une politique de soutien à la création actuelle avec des résidences d'artistes en vidéo, multimédia et écriture ; des projets sociaux et éducatifs sur la société d'information et l'innovation technologique dans les stratégies locales de développement. »

*ULTIMES NOUVELLES DE LA VALLÉE DES TERRES BLANCHES*, No 4 (1997)  
CICV Pierre Schaeffer Montbelliard Belfort, France - (<http://www.cicv.fr>)

En Europe, un mouvement politique relie des dizaines de villes autour de l'idée d'accueillir tous les ans - s'il le faut, l'une à la suite de l'autre - un auteur en exil. Des municipalités s'organisent pour héberger dans les murs de la Cité des intellectuels, des artistes, des écrivains qui sont exilés, réfugiés, accueillis.

En France, depuis trente ans, des grandes entreprises comme le manufacturier d'automobile Renault, appuient les artistes et les écrivains en les invitant à résider et à imaginer librement des œuvres auprès des usines et des sièges sociaux, des paysages et des infrastructures qu'elles possèdent, financent et administrent. En Espagne, mais pas ici, les caisses populaires sont légalement obligées de financer la production de la culture contemporaine.

Ici, la firme Discret Logic (logiciel d'animation 2D et divertissement multimédia sous le nom de Behavior) offre un atelier et un salaire au peintre Denis Pellerin pour résider et produire auprès de son personnel. Ici, les firmes injectent leurs fonds dans la diffusion culturelle. Ainsi, elles occultent la dimension du service directement offert aux producteurs de la culture. Ici quelques firmes possèdent des collections d'arts anciens et actuels: Power Corporation, Loto-Québec, etc. En fin de compte les firmes d'ici ne proposent aucune équipe de travail trans-disciplinaire qui incorpore le savoir-faire des artistes en arts actuels. Ici, où situer le rôle culturel de l'UPA dans le développement durable et endurable du monde rural?

*IN MÉMORIUM*: ROLAND BOULANGER (1912-1997) FONCTIONNAIRE AU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, (...) INITIATEUR DU 1%, DES BOURSES D'AIDE AUX ARTISTES, DU  
CENTRE DE DOCUMENTATION D'ART QUÉBÉCOIS, DES STUDIOS D'ARTISTES À L'ÉTRANGER.  
ANONYME, *VIE DES ARTS*, NO 171, ÉTÉ 1998, MONTRÉAL, P. 11

## PAYSAGES EN CHANTIERS

*(...) des petits seigneurs de province qu'on eût appelé, à une autre époque, des hoboreaux.  
J'aime le mot, hoboreau. Il évoque la petitesse des bâtisseurs de grand parking.*

PIERRE FOGLIA, *LA VIE À LA CAMPAGNE*, LA PRESSE, 21 MAI 1998, A-5.

### 1995 - États généraux du paysage

*L'essentiel à retenir est que ce rassemblement de treize corporations professionnelles est un vaste mouvement de mobilisation tout à fait exceptionnel, qui s'est fait presque spontanément et qui ne s'explique par aucun débat ponctuel (comme des compressions de budget ou des essais nucléaires dans le fleuve par exemple). Il s'agit donc d'une vague de fond significative et qui ne risque pas de sitôt de faire ressac.*

SOPHIE GIRONNAY, *LA FACE DU QUÉBEC RISQUE DE CHANGER POUR TOUJOURS - ÉTATS GÉNÉRAUX DU PAYSAGES QUÉBÉCOIS* ; LE DEVOIR, LUNDI 19 JUIN 1995, P. A-4.

### 1996 - Sommet sur l'économie et l'emploi

Le Devoir lance un cahier spécial *Un lieu dit Québec* lors du Sommet vers l'emploi avec l'idée d'ouvrir un cinquième chantier : AMÉNAGEMENT DU PAYSAGE. La proposition ne fut aucunement retenue.

### 1998 - Verglas ou ligne de THT à 735kv ?

Hydro-Québec, fier commanditaire des «États généraux du paysage», annonce que ses ingénieurs avec l'appui de l'UPA ont préparé le plan d'une catastrophe permanente dans le paysage montréalais et estrien en vue de sécuriser l'économie de cette région.

Avec décret, sans consultation publique et sans étude transdisciplinaire, s'érigera un monument national de 140 km de long et de 65 mètres de hauteur en l'honneur du verglas de 1998.

En ce chapitre nous empruntons la grille d'analyse du document: *Outils de discussion - Corvée d'idées* (mars 1998) produit par Solidarité rurale du Québec.

Notons que dans le chapitre *La culture, les arts et le patrimoine* (pp. 18-20) les effets divergents des médias - qu'ils soient communautaires ou de masses - ne sont pas décrits. Nous nous étonnons que la finale du chapitre oublie l'atout de l'art actuel parmi les *Opportunités* relevées. Curieusement, la section *Opportunités* commence par l'arrivée-départ de l'autoroute électronique - un domaine pourtant absent des constats préliminaires. Puis, la section *Opportunités* porte sur la nécessaire conservation et l'animation locale du patrimoine rural; ce qui semble inclure un oubli du temps présent. Mais quel oubli ? L'art d'aujourd'hui car il est le patrimoine de demain.

## CONSTATS

LE MONDE MUNICIPAL EST PEU IMPLIQUÉ ET MÊME PARFOIS TOTALEMENT ABSENT AU NIVEAU DE LA CULTURE ET DE L'APPUI DIRECT AUX ARTISTES DES MILIEUX RURAUX. LA DÉSERTIFICATION VA GRANDISSANT ET LES JEUNES QUITTENT LES RÉGIONS.

LES CENTRES D'ARTISTES GÈRENT À L'HEURE ACTUELLE LA DÉCROISSANCE - ET CE - MALGRÉ LEUR DYNAMISME REMARQUABLE DANS L'ENSEMBLE DU QUÉBEC.

NOUS ÉVALUONS QU'EN ART ACTUEL LE PUBLIC EST À 90% QUÉBÉCOIS.

*Donnons des chiffres : les longs métrages québécois occupent 4% du marché des salles mais n'atteignent que 2.7% des cinéphiles québécois. Par contre 30% du marché des disques et des livres est québécois et plus de 80% de la production télévisuelle est québécoise.*

ODILE TREMBLAY, LA GUERRE DES REDEVANCES - BEAUDOIN SE HEURTE AU REFUS DES EXPLOITANTS DE SALLES, LE DEVOIR, 23 MAI 1998

## ENJEUX

IL Y A MENACE SUR LE FAIT GLOBAL DE LA CULTURE. LA COMMUNAUTÉ DES ARTS VISUELS SE CONCENTRE DE PLUS EN PLUS À MONTRÉAL CAR MÊME LA RÉGION DE QUÉBEC EST TOUCHÉE PAR L'EXODE DES JEUNES. À QUÉBEC, LE COMPLEXE MÉDUSE RESSEMBLE À UN ATOUT INTERGÉNÉRATIONNEL D'INTÉGRATION LOCALE. RÉALISER POUR LE MONDE RURAL UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENDURABLE.

## STATU QUO

LA RENCONTRE N'A PAS LIEU ENTRE LES ARTS ACTUELS ET LA SOCIÉTÉ. LES ARTISTES COMME LES TRAVAILLEURS AUTONOMES PARTICIPENT DE LA CULTURE QUÉBÉCOISE SANS RECONNAISSANCE TANGIBLE DE LEUR PARTICIPATION.

L'ART ACTUEL DEMEURE UNE RESSOURCE INEXPLOITÉE.

## OPPORTUNITÉS

« ÉLECTEUR, ÉLECTRICE, ÉLECTRICITÉ ! » SOIXANTE ANS APRÈS LE SLOGAN DE DUPLESSIS - EXIGER POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL LA GÉNÉRALISATION IMMÉDIATE DES INFRASTRUCTURES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS. MULTIPLIER LES RÉSEAUX ET LES ADRESSES POUR ACHEMINER SANS RETARD ET À 'A MÉSON PASSE PAR L'APPROPRIATION COMMUNAUTAIRE ET PROFESSIONNELLE DU MÉDIUM ÉLECTRONIQUE. CELUI-CI N'EST PAS TOTALEMENT INTERACTIF, CAR IL SERT ACTUELLEMENT À CONFIRMER DES INFORMATIONS EN PROVENANCE D'AUTRES SOURCES. ENTRE LA RURALITÉ ET L'URBANITÉ LE TEMPS NE COMPTERA PLUS, CAR L'INFOROUTE SEMBLE LA PROMESSE TECHNOLOGIQUE D'UNE SOCIÉTÉ ÉGALITAIRE. LA CITOYENNETÉ CULTURELLE - ÊTRE DANS LE MONDE - RÉSIDE DANS LE POUVOIR LIBRE ET ÉCLAIRÉ DE SE BRANCHER ET D'ÉMETTRE SUR LES RÉSEAUX DE TRANSPORT, D'ÉNERGIE, DE COMMUNICATION :

- > INFOROUTE À HAUT DÉBIT POUR L'ACCÈS LOCAL AU RÉSEAU DE SANTÉ PUBLIQUE
- > ORDINATEURS DANS LES MAISONS DES JEUNES ET LES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES
- > IMAGE-SATELLITE EN DIRECT ET BANQUES DE DONNÉES DÉDIÉES AUX AGRICULTEURS
- > POUR LES ARTISTES, EXPLORATION DU NOUVEAU CONTINENT NUMÉRIQUE AFIN QU'ILS JOUENT LEUR RÔLE TRADITIONNEL DE PIONNIER

**RURAL + URBAIN = RURBAIN** CONTRAIREMENT AU DOCUMENT DE DISCUSSION, NOUS ESTIMONS QUE LA DESTINÉE PATRIMONIALE, CULTURELLE ET ARTISTIQUE DU MONDE RURAL NE PASSE PAS PAR LE SEUL CONTINENT *TÉLÉ-NUMÉRIQUE* - AIME TON LOINTAIN, OUBLIE TON PROCHAIN. LE MONDE DE LA CITOYENNETÉ CULTURELLE EST PLUS VASTE QUE CELUI DU TRAVAIL RÉSEAUTÉ JUSQU'À MAISON. REVENONS SUR TERRE. IL FAUT MÉDIATISER LE TEMPS PASSÉ DANS LES TRANSPORTS - UN TEMPS QUI SANS CESSER S'ALLONGE - POUR PARCOURIR À NOUVEAU LE TERRITOIRE RURAL. LA PRÉCARITÉ DU TRANSPORT SCOLAIRE ET LA LENTEUR DES COMMUNICATIONS INTERRÉGIONALES NÉCESSITENT D'HYBRIDER LES INFRASTRUCTURES D'UN MONDE DEVENU *TOUT-TERRAIN*.

### RURALITÉ : TERRE D'ACCUEIL

LES CENTRES D'ARTISTES ÉTABLISSENT DES ENTENTES LOCALES EN MILIEU RURAL POUR PROFESSIONNALISER LA PRATIQUE DES ARTISTES EN RÉSIDENCE. LE QUÉBEC EST TERRE D'EXIL ET D'ACCUEIL. ÉTABLISSEMENT DE LONGUE DURÉE QUI VA VERS LES BESOINS DES PRODUCTEURS CULTURELS: RESSOURCEMENT, PRODUCTION, ÉCHANGE MUTUEL.

LA DIFFUSION CULTURELLE - AUTREMENT DIT LE SERVICE À LA CLIENTÈLE - IMPLIQUE UN ENGAGEMENT PROFESSIONNEL ET FINANCIER QUI DÉPLACE VERS LES CENTRES AUTOGÉRÉS LE RÔLE INDIVIDUEL DES ARTISTES. AU QUÉBEC, LES CENTRES D'ARTISTES POSSÈDENT UNE RICHE EXPERTISE DE L'ACTIVITÉ CULTURELLE PERÇUE COMME UN LABORATOIRE VIVANT DE RÉFLEXION ET D'ACTION.

OUVRIRE LA RURALITÉ COMME MILIEU D'ACCUEIL À TOUS LES PRODUCTEURS DE LA CULTURE: AUTEUR, HISTORIEN, INGÉNIEUR, BIOLOGISTE, HERBORISTE, ARCHITECTE, ETC.

INVITER À RÉSIDER DES ARTISTES QUI SONT DES LEADERS DANS LEUR COMMUNAUTÉ D'ORIGINE POUR MUTUELLEMENT INSTRUIRE ET IRRIGUER L'ICI AVEC L'AILLEURS.

## FAIRE, VOIR ...

- 1 Reconnaître que l'art actuel est un atout du développement rural.
- 2 Développer sur le territoire québécois des résidences d'accueil pour les premiers producteurs de la culture. Des ententes officielles devraient être négociées au niveau des associations nationales et régionales.
- 3 Doter toutes les Municipalités du Québec d'une politique patrimoniale, culturelle et artistique. Permettre l'implantation d'ateliers de production et d'ateliers habitables lors de l'élaboration des plans d'urbanisme, permettre ainsi un nouvel usage du patrimoine bâti. Revoir les politiques de taxation et la réglementation municipale en y incorporant les dimensions patrimoniale, culturelle et artistique.  
(La Ville de Montréal permet la cohabitation des fonctions résidentielles et productives pour des bâtiments qui sont historiquement répartis sur l'ensemble du territoire municipal.)
- 4 Incorporer la dimension patrimoniale, culturelle et artistique aux plans d'aménagement des MRC. Des plans qui sont actuellement en révision. Tenir des consultations avec le milieu culturel et artistique en assurant une place prépondérante aux pratiques actuelles de l'art dans tous les processus décisionnels concernant le développement régional.
- 5 Ouvrir des micro-chantiers pour les artistes en incorporant de nouvelles dimensions au programme national d'intégration des arts à l'architecture (*politique du 1%*). Intégration des arts actuels à l'aménagement récréo-touristique du territoire, des paysages, des infrastructures de transport, d'énergie, de communication.
- 6 Reconnaître la libre circulation de l'art sur tout le territoire.  
(Éviter qu'une quelconque *Loi 23* ne vienne *ghettoïser* la production artistique)  
*Après cinquante ans de Refus global : Intégration lobale.*

L'AUTEUR VEUT DES  
IDÉES, C'EST-À-DIRE,  
ENTRER DANS QUELQUE  
NOUVEAU CORPS  
D'HOMME, & NON PAS  
DANS CELUI D'UN SIMPLE  
ANIMAL.

LES PRINCESSES MALABARS OU LE  
CÉLIBAT PHILOSOPHIQUE.  
(ANONYME, FRANCE, 1734)

Exergue d'une conférence de (La Société de Conservation du Présent)  
incluse dans *Les Fonds d'archives comme nouveaux barrages de castors*  
[La Société d'esthétique du Québec, ACFAS-UQAM, Montréal, 1989]

- Aquin, Hubert** (1929-1977), *La fatigue culturelle du Canada Français* (1962);  
in *Mélange littéraires II*, (Tome IV, Vol. 3), BQ, Leméac, 1995, pp. 84-94
- Boréal multimédia**, *À l'affût - une chasse dans la forêt boréale*, Catalogue de l'action art/nature tenue à l'automne 1994 (Hautes-Laurentides et Montérégie), Québec, 1995
- Bouchard, Jacqueline**, *L'art et l'eau : réfractations et réflexions*, Catalogue du symposium L'art et l'eau - rencontre continentale (Granby, 1994), éd. Inter, Québec, 1995, 18 pages
- \* **Boudreau, Pierre-W.**, *Anse Saint-Jean et la lutte pour la survie de l'écosystème*,  
Revue Possibles, hiver 1991, Vol. 15, No 1, Montréal, pp. 147-163
- Beaulieu, Victor-Lévy**, *Québec Ostinato*, Texte 37 - 11 décembre 1997, Trois-Pistoles éd., 1998
- Bernier, Yvon**, *Denys I<sup>er</sup>, roi de l'anse*, Inter - Art actuel, no 70, Québec, été 1998, pp. 26-27
- Caron, Nathalie**, *Filons*, éd. Mille meutes, Montréal, 1990
- Chagnon, Johanne**, *Dossier Mauricie-Bois-Francs* (tome II, p.3), *Esse* no 34, printemps 98, Montréal
- Collectif de La Chambre blanche**, *Résidence 1982-1993*, Québec, 1995, 318 p., 200 ill.
- Côté, Diane-Jocelyne**, *Identité Territoriale* (1994); in *Paysages Inter sites*, Langage Plus, Alma, 1997
- Côté, Diane-Jocelyne**, *La restauration des Ha! Ha! par Jean-Jules Soucy ... la ville penseur*  
Inter - Art actuel, no 70, été 1998, Québec, pp. 16-19
- \* **D. R.**, *La Macaza veut créer un territoire culturel dans les Hautes-Laurentides*, *Le Devoir*, 18 mai 95
- Drouin, Gilles**, *L'UQAT au cœur de la ruralité québécoise*, Réseau, Sainte-Foy, avril 1998, pp. 8-11
- \* **Dumont, Jean**, *Amos - La fête de l'art contemporain*, *Vie des arts*, no. 169, hiver 1998, pp.44 à 47
- \* *Est-nord-est*, dépliant sur les résidences d'artistes du centre autogérés de Saint-Jean-Port-Joli, 1998
- Fichet, Michel**, *Le Coton, moteur du développement rural au Mali*, *le Monde diplomatique*, sept. 98
- Fisette, Serge**, *Symposiums de sculpture au Québec 1964-1997*, Centre de diffusion 3D, Montréal, 1997
- \* **Foglia, Pierre**, *La vie à la campagne*, La Presse, Montréal, 21 mai 1998, p. A-5
- Gagnon, Michelle et Allor, Martin**, *L'état de culture - Généalogie discursive des politiques culturelles québécoises*, Grecc, Université Concordia et de Montréal, 1997, 105 pages
- Gironnay Sophie**, *La face du Québec risque de changer pour toujours - États généraux du paysage québécois*, *Le Devoir*, lundi 19 juin 1995, p. A-4
- Groupe-conseil en arts visuel**, *Études sur les arts visuels - Rapport final*, Québec, 1995, 181 p.  
[Remarque que l'annexe 10 n'offre pas le ruralité comme milieu d'accueil aux artistes autochtones]
- Guet, Michel**, *Mission 70*, texte du dossier sur la *Banalyse*, Inter no 70, Québec, été 1998, p. 35
- Jacques, Simon**, *La campagne dont le paysan est l'auteur est à réinventer*, revue *Pages paysages* no 5:  
«Distance», Association Paysage et diffusion éd., Versailles (France) 94-95, pp. 112-117
- L'accueil d'artistes en résidence temporaire en France - Guide of Most Facilities for Artists on Short-Term Stay in France*, Délégation aux arts plastiques, France, 1992, 117 p., 68 ill.
- L'accueil d'artistes en résidence temporaire dans le monde*, Ass. franç. d'action artistique, 1995, 591 p.
- .(La Société de Conservation du Présent)**, *Les Fonds d'archives comme nouveaux barrages de castors*,  
brochure pour «L'art inquiété par le document»; Société d'esthétique du Québec (ACFAS), 1989
- Lavoie, Richard**, *Rang 5* - long-métrage documentaire, Lanaudière, 1994, 118 min.  
(*Rang 5*: distribution du film et de la bande vidéo par Cinéma Libre, Montréal)
- Lemmens, Kateri**, *Hydro-Québec et la région de l'ardoise: une erreur historique*,  
Fusion - L'Estrie autrement dit, Sherbrooke, août 1998.
- \* **Société de droit d'auteur en arts visuels (SODART)**, *Les droits d'auteur ont un prix*, dépliant, 1998
- \* **Méduse**, présentation des 11 organismes du complexe Méduse (Québec), Québec, 1995, 43 pages
- Myles Bryan**, *Un organisme de gestion des ressources humaines pour la culture*, *Le Devoir*, 20 janv. 95
- \* **Normand, Jean-Michel**, compte-rendu de *L'autre maison, la résidence secondaire, refuge des générations* (éd. Autrement, Mutations no 178, 183 pages), *Le Monde*, Paris, 10 avril 1998
- \* **Presse canadienne**, *Une pyramide sera érigée en bordure de la route à La Baie*, *JdeMtl*, 12 mai 98

- Rainville, Marie Anne, *Jacques Proulx - Nature*, Nuit blanche, Québec, 1997, 120 p.
- Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ)**, *Mémoire* présenté au «Groupe-conseil en arts visuels» auprès du gouvernement du Québec, 1995
- \* **Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ)**, 4<sup>e</sup> édition du *Répertoire des centres d'artistes autogérés du Québec*, Montréal, 1998, 262 pages
- \* **Renick, Jérôme**, *Le royaume de l'Anse-Saint-Jean émet sa première monnaie*, Les monnaies, Vol. 3 no 2, St-Catherine (Ontario), été 1998, pp. 15-16 et 39
- Residence in education*, Daniel Dahl & Susan Jones ed., AN publications, Sunderland (G.B.) 1990, 124 p.
- Richard, Alain-Martin**, *Amos - La Cité renversée*, Inter - art actuel, no 69, Québec, 1998, pp. 68 à 70
- Robert, Michel**, *Sociologie rurale*, Que sais-je? no 2297, PUF, 1986, 125 pages
- Robillard, Yves**, *Vous êtes tous des créateurs ou le mythe de l'art*, Lanctôt éd., Montréal, 1998, 205 p.
- Saint-Pierre, Marcel**, *A QUEBEC SCENIC TOUR and his "contradictions itinéraires"*, in Québec Underground 1962-1972 (Tome II), les éd. Médiart, Montréal, 1973, pp. 448-471
- Solidarité rurale du Québec**, *Outils de discussion - Corvée d'idées*, mars 1998, 33 page-écrans
- Territoires*, revue Pages paysages no 4, Association Paysage et Diffusion éd., Versailles, 1992-93
- Tremblay, Odile**, *La guerre des redevances - Beaudoin se heurte (...)*, Le Devoir, 23 mai 1998
- Un lieu dit Québec*, cahier spécial du Devoir sur le «5<sup>e</sup> chantier», samedi 26 octobre 1996, 24 pages
- Ultimes nouvelles de la vallée des terres blanches* no 4, CICV, Montbeliard Belfort, France, 1997, 8 p.
- Viger Denis-Benjamin**, *Considérations sur les effets qu'ont produit en Canada, la conservation des établissements du pays, les moeurs, l'éducation, etc. de ses habitants ; les conséquences qu'entraîneroient leur décadence par rapport aux interets de la Grande Bretagn*. Imprimé chez James Brown, Libraire, No 20, Rue St. François Xavier, vis-à-vis le Séminaire. Montréal: 1809, 51 pages

## PARTICIPANTS AUX INSTANTS RURAUX

- \* Beaudoin, Francine, *Le monde rural a besoin d'art - Le maire d'Amos André Brunet participe au Forum Instants Ruraux à Roxton-Pond*, La Voix de l'Est, Granby, samedi 30 mai 1998, p. 47
- Brunet, André**, *Un constat des milieux*, communication aux Instants ruraux, Roxton-Pond, mai 1998
- \* **Bruno, Jean**, *Un autre siècle à la campagne*, Le Devoir, vendredi 6 février 1998, p. A11
- Bruno, Jean**, *Art et ruralité: une réciprocité méconnue*, Roxton-Pond, mai 1998, texte inédit, 10 p.
- Bruno, Jean**, *Territoires d'avenir- Pour une sociologie de la ruralité* (PUQ), 1997, 340 pages
- Côté, Philippe**, *Des moeurs portatives*, Inter no 61, Québec, 1995, pp. 22-26
- Côté, Philippe**, *Walter Benjamin Franklin Roosevelt bridge, projet*, Inter 63, Québec, 1995, pp. 72-76
- \* **Cotton, Sylvie**, *Des ventres d'artistes*, Préface au 4<sup>e</sup> Répertoire du RCAAQ, 1998, Montréal, 262 p.
- Cotton, Sylvie**, Bérubé, Anne et autres, *L'installation Piste et Territoires*, Skol éd., Montréal, 1997
- Doyon/Demers**, *Une légitimation théorique de l'acte artistique à défaut d'une intégration à la dimension sociale*, vidéo-communication aux Instants ruraux, Roxton-Pond, mai 1998
- Luce, Adrienne**, *Bonjour Françoise*, Catalogue du symposium, Port-Daniel, 1990
- Luce, Adrienne**, *La révolution tranquille (I don't know but I sea)*, revue Esse no 29, Montréal, été 1996
- Ouakine, Saskia, *Défense de travailler - « chantier # 365, l'intention »: une critique sociale de l'entrepreneuriat*. Entrevue avec l'artiste granbyen **Yves Gendreau**; Ici, 11 au 18 juin 1998, Montréal
- Poirier, Martin**, *Hydro-Québec: finance, politique et démocratie*, communication au forum, mai 1998
- Richard, Ronald**, *Front d'onde: zonage culturel*, communication aux Instants ruraux, mai 1998, texte inédit, 25 pages manuscrites, à paraître dans la revue Esse
- Sioui Durand, Guy**, *L'art comme alternative - Réseaux et pratiques d'art parallèle au Québec 1976-1996*, éd. Inter, Québec, 1997, 472 pages, 140 photos n & b.
- Sioui Durand, Guy**, *Le miel de l'utopie*, conférence inédite, Instants ruraux, Roxton-Pond, mai 1998
- Tourangeau, Sylvie**, *Laissez-moi mon futur: la notion de connexion avec des réseaux autres que ceux de l'art*, communication au forum Instants ruraux, Roxton-Pond, mai 1998

- \* 3<sup>e</sup> impérial, *Effet de lieu - Une non exposition*, Granby, 113 pages illustrées, 1997
- \* 3<sup>e</sup> impérial, *L'art et l'eau - rencontre continentale* (Granby, 1994), éd. Inter, Québec, 1995, 19 p.
- \* 3<sup>e</sup> impérial, *Instants Ruraux*, lot de documents sur la recherche en cours, Granby, 1997-98
- \* **Hakim, Mona**, *Parcours synthétique - Ulysse Comtois*, Catalogue de l'exposition rétrospective de l'artiste granbyen tenue simultanément à Plein sud (Longueuil), à Expression (Saint-Hyacinthe) et au 3<sup>e</sup> impérial (Granby), Pratt & Withney imprimeur, 1996, 24 pages illustrées
- \* Dossier sur Solidarité rurale du Québec par **Sylvie Le Calvez**, *Ces Québécois qui défendent leur très vaste campagne* (p. 15 à 29) dans le magazine français Village - Construire sa vie à la campagne, No 34, septembre-octobre 1998, No ISSN: 1264-6814. Extrait: Jacques Proulx: pour une société rurale solidaire et sans esclaves (p. 29) et introduction au dossier (pp. 16-18).

## ADRESSES ET SITES INTERNET

**Solidarité rurale du Québec** - [comite.solidarite.rurale@tr.cgocable.ca](mailto:comite.solidarite.rurale@tr.cgocable.ca)

**CICV Pierre Schaeffer** - <http://www.cicv.fr>

**Jean-Jules Soucy** - <http://www.restaurationdaa.com/>

**Denys Tremblay** - <http://www.roidelanse.qc.ca>.

**Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec** - <http://www.cam.org/-rcaa/q/>

*À mon père aveuglé & accueilli à l'Institut Rousselot; à l'auteur français Maurice Dantec qui tente de résider au Québec.  
Puis à Monique Bonin, relieuse du 3<sup>e</sup> impérial, à l'artiste Diane Robertson de Masteuiash  
& à l'incroyable Stéphanie Pomerleau-Brodeur toutes trois mortes en ce nouveau monde. Ph. Côté*

# 3<sup>e</sup> impérial

Centre d'essai en arts visuels

450-372-7261

[3eimperial@endirect.qc.ca](mailto:3eimperial@endirect.qc.ca)

télécopieur : 450-378-6281

164 rue Cowie, suite 330, Granby, MRC Haute-Yamaska, Québec, Canada, J2G 3V3

ANNEXE

- LE COURRIER - Mercredi 3 juin 1998

## **Agricole en bref**

### **Solidarité rurale s'arrête à Saint-Hyacinthe**

Solidarité rurale du Québec a entrepris depuis la fin du mois d'avril une vaste consultation provinciale, afin de dégager des pistes pour le gouvernement québécois, qui aura à mettre en place une politique de développement rural.

«La transformation du monde rural constitue la révolution la plus importante de la fin du siècle», a déclaré Henri Mendras.

Les enjeux sont diversifiés. «Et quoi qu'on en dise, tant vaut le village, tant vaut le pays», a avancé le président de Solidarité rurale, Jacques Proulx.

Solidarité rurale s'arrêtera à l'Hôtel de Ville de Saint-Hyacinthe, ce mardi 9 juin, en matinée. En après-midi, les membres rencontreront les organismes de la région qui déposeront des mémoires, dont la Fédération de l'UPA de Saint-Hyacinthe.

Une veillée rurale se déroulera à Rougemont en soirée.

# Jacques Proulx : pour une société rurale solidaire et sans esclaves

**J**ACQUES Proulx, c'est la figure emblématique du monde rural au Québec. Même si, malgré son accent québécois, il n'a pas un parler aussi caractéristique qu'un Raymond Lacombe (1), il n'en demeure pas moins qu'il y a entre ces deux hommes bon nombre de similitudes et une admiration réciproque. Jacques Proulx le considérant à la fois comme un modèle et comme un grand frère. Jacques Proulx a milité toute sa vie. D'abord dans les mouvements de jeunesse, puis pendant douze ans comme président de l'Union des producteurs agricoles (UPA), la principale organisation syndicale agricole du Québec.

## **Pas d'agriculture sans ruralité**

À la fin des années 1980, c'est presque une révélation : l'agriculture aussi productive soit-elle ne peut pas vivre dans un monde rural vide. Il le sait bien car il est installé sur une exploitation agricole à Saint Camille, en pleine région de l'Estrie. Alors tout s'enchaîne. À son initiative, en 1991, les États généraux du monde agricole de l'UPA évoluent en États généraux du monde rural. 1 200 délégués sont là. Jacques Proulx les convainc de la nécessité d'ouvrir l'agriculture à d'autres problématiques. Les idées fusent, les projets aussi. Le besoin d'un suivi des actions envisagées lors des États généraux se fait sentir. Solidarité Rurale est créée. Cette nouvelle association regroupe une vingtaine d'organismes nationaux, présents sur tout le territoire.

Jacques Proulx quitte alors l'UPA et devient président de Solidarité Rurale. Devenir le porte parole de toutes les actions et désirs ruraux locaux quand on vient de la principale organisation agricole est un véritable défi. Qu'importe. Un poste à mi-temps est créé. Solidarité Rurale, par la voix de son président, de surcroît bon orateur, se fait l'écho des succès du monde rural. Elle éveille une conscience de la ruralité, trop souvent signe de pauvreté. Et, en 1998, c'est la reconnaissance du gouvernement québécois. Solidarité Rurale devient l'organisme conseil officiel du gouvernement pour une durée de 3 ans. 1,2 millions sont à clef. C'est à lui que revient l'expertise du monde rural sus-

**« On a le droit  
à la différence,  
on n'est pas des urbains »**



ceptible de bâtir la prochaine politique de développement rural. Comment représenter l'ensemble du monde rural, être un instrument de lobby et être en même temps organisme conseil du gouvernement ? Après une longue réflexion, Jacques Proulx accepte sans sous-estimer la



tâche. Quatre personnes supplémentaires sont recrutées, renforcées par des conseillers extérieurs. Pour bâtir son analyse, en mai-juin 1998, est organisée dans tout le Québec la « corvée d'idées ». Chaque jour l'équipe de Solidarité Rurale parcourt le Québec à la rencontre des habitants, des responsables associatifs et politiques. Ils notent, écoutent les

d'impasses. Des pages de notes s'amoncellent. La synthèse sera dure mais plus dur encore sera de ne pas décevoir tous ceux venus s'exprimer. Jacques Proulx est sur tous les fronts. Ses chevaux de bataille sont nombreux. Il revendique une place pour le monde rural à la table des grandes négociations. Il souhaiterait que les ressources naturelles soient taxées par les régions à l'État qui les commercialisent à des grandes compagnies sans qu'aucune valeur ajoutée ne revienne aux territoires concernés. Il se bat aussi pour qu'on donne à certains le droit de gérer directement leurs ressources naturelles. Il milite également pour faciliter l'accès aux nouvelles technologies et pour le développement des produits du terroir et de la culture. Selon Jacques Proulx, pour réussir le développement, il faut trois ingrédients « *le Leadership, les ressources locales et la culture* ». Il attend une reconnaissance équitable de la ruralité. « *On a le droit à la différence. On n'est pas des urbains. Le rêve américain nie la culture. On a surtout le droit de vivre là où on le souhaite, le droit à la prospérité, le droit d'être maître de son avenir et non esclave* ».

doléances. Tous les soirs, un débat public est organisé.

## **Ne pas décevoir**

Même si souvent les revendications et besoins sont les mêmes d'une région à l'autre, d'un village à l'autre, il ne faut pas faire



## Le maire d'Amos participe au Forum Instants Ruraux à Roxton Pond

Francine Beaudoin

CRANBY

Il était une fois, le maire d'un petit bourg perdu.

Un jour, pour marquer le 75<sup>e</sup> anniversaire de sa municipalité de 1000 âmes, ce cultivateur a fouillé dans tous ses bâtiments, ses vieux coffres, sa cave, son grenier, son fenil.

Il a ramassé tout ce qu'il a pu trouver et a créé un cheval de fer. Il a dressé sa création devant sa maison qui a attiré tous les regards.

Les gens se déplaçaient pour aller voir ça. Certains aimaient, d'autres pas.

Chose sûre, il a suscité des réactions.

«Son cheval de ferraille, c'était surréaliste. Presque du Dali. Du Picasso. Il prouvait que la création, la curiosité, ce n'est pas nécessairement donné juste à une élite.»

Le maire d'Amos, André Brunet, semble adorer raconter cette histoire si belle surtout parce qu'elle est vraie.

En la contant il salue bien bas l'imagination et la créativité de son confrère de Landrienne, une localité à 200 kilomètres d'Amos.

En la contant, il révèle aussi pourquoi il a accepté de partir de son Abitibi pour venir participer, aujourd'hui, au Forum *Instants Ruraux*, organisé à Roxton Pond par le Haut 3<sup>e</sup> Impérial, des artistes de Granby et des alentours dont la démarche s'apparente follement à celle du maire-sculpteur.

«Le monde rural a autant besoin d'art que les citadins. Quand on parle de développement global, ça inclut le culturel. C'est un élément important», explique André Brunet, bien connu dans son coin de pays pour son parti pris envers l'art.

«J'essaie de contaminer. La vie

culturelle, pour moi c'est une évidence. Il faut donner la chance aux citoyens d'être confrontés à plusieurs formes d'art. C'est comme un bouquet de fleurs. Regardées séparément, il y en a qu'on aime plus ou moins. Mais il faut offrir le bouquet», poursuit-il.

Alors oui, dit-il, faisons de la place à l'art contemporain, à l'art «dérangeant» aux côtés de l'art «plus facile».

«Ce sont des événements qu'on n'a pas à qualifier. On n'a qu'à les présenter. Les mettre à la portée de tous sans personne pour expliquer, pour interpréter. Que les gens sentent les choses comme elles sont. Il n'y a pas de mauvaises ou de bonnes réactions.»

Convaincant le maire d'Amos, non? Convaincu surtout.

Ce qui explique un peu pourquoi sa femme lui dit le soir, après qu'il se soit déshabillé: «Y t'reste ta soutane à enlever»...

## Contaminer par l'exemple

GRANBY  
FB

Le maire d'Amos «contamine» par l'exemple. Sa ville accueille entre autres le Symposium d'arts visuel de l'Abitibi-Témiscamingue depuis trois ans et on parle encore de l'édition de l'an dernier «Vingt mille lieues/lieux sur l'esker».

Quinze jours qui ont transformé Amos en ville-atelier et où l'on a constaté une phénoménale participation populaire.

- C'est peut-être plus facile par

ce que vous êtes loin de Montréal?

«C'est une phrase que j'entends trop souvent. On n'a pas reçu ça en héritage en Abitibi. Il a fallu et il faut encore le développer. À vous entendre, tout ce qui vit en périphérie de Montréal doit prendre sa culture à Montréal. À ce compte là, Montréal qui est à la périphérie de New York, devrait prendre sa culture à New York. Y a plus de fin», rétorque André Brunet.

Pas un peu anachronique le discours décentralisateur à l'ère de la mondialisation?

«Si on se laisse embarquer, si on baisse les bras, alors... Au contraire il faut valoriser nos particularités, notre façon d'être, favoriser l'expression de tous. Il faut se lever debout et dire ce que nous sommes.»

Et il donne l'exemple de notre région riche de la présence anglophone. «C'est une valeur ce choc des cultures. Chez nous, ce n'est pas très multiculturel. On aimerait que nos Amérindiens embarquent avec nous. On n'exclut pas en culture. On additionne, on multiplie. Il faut éviter cette tendance à soustraire et à diviser.»

## La fête de

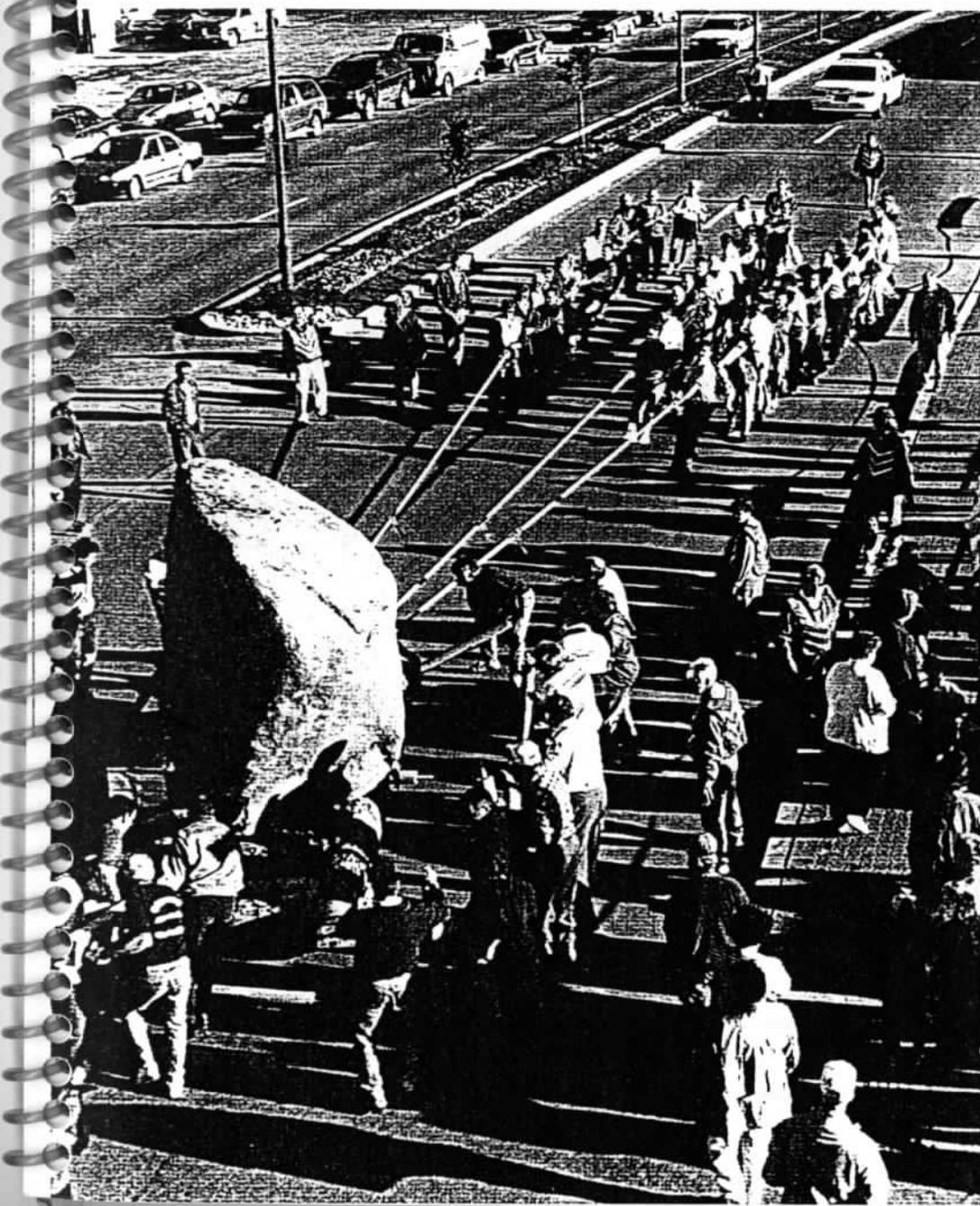
Jean Dumont

## L'art contemporain

LES FÊTES POPULAIRES VÉRITABLES SUSCITANT SOUVENT DES ESPIRS UTOPIQUES, LA PREMIÈRE IDÉE QUI VIENT

À L'ESPRIT DEVANT L'ÉTONNANT SPECTACLE OFFERT À AMOS LORS DU 3<sup>e</sup> SYMPOSIUM EN ARTS VISUELS EST QUE,

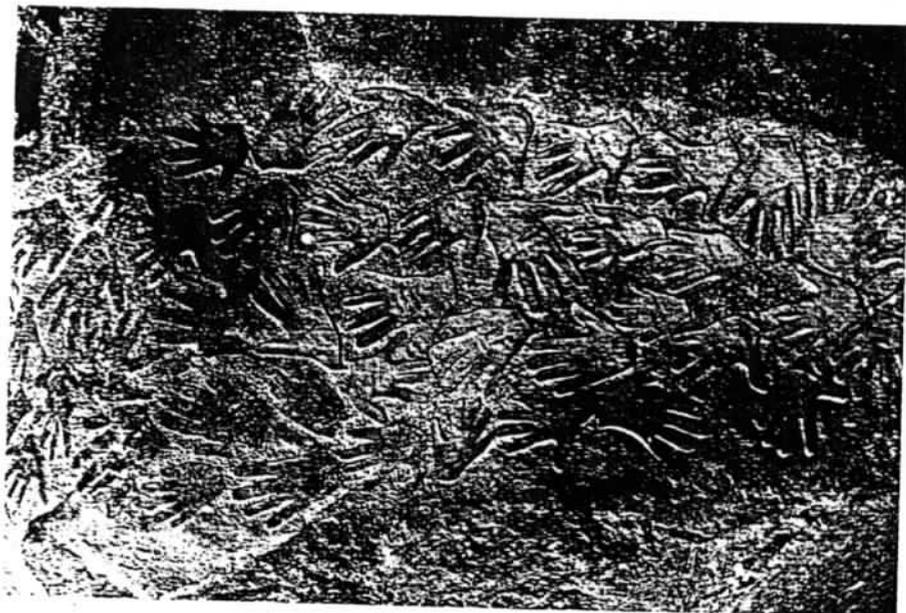
SI NOUS LE VOULIONS VRAIMENT, NOUS POURRIONS PEUT-ÊTRE CHANGER LE MONDE...



Il est à peine 7h en ce matin de juillet, sur une des artères principales d'Amos. Halée par une centaine de membres et de sympathisants de l'équipe locale de hockey cramponnés à des câbles, une énorme roche de 20 tonnes glisse lentement, comme en hésitant, d'un rouleau de cœur de bouleau à un autre, dans l'achèvement exténué d'une errance qui commença, il y a une dizaine de milliers d'années, en la seule compagnie des grands glaciers du Pléistocène. Plus de quatre cents spectateurs de tous âges et de toutes conditions accompagnent et commentent avec intérêt, sérieux ou plaisir ce passage singulier du temps.

#### LA ROCHE ET LA FÊTE

Quand le « bloc erratique », après avoir traversé la ville pendant la durée du Symposium, se fut définitivement immobilisé non loin de la Maison de la culture, à l'endroit où il témoignera de ces instants pour les générations à venir, la foule s'est lentement dispersée. Nombreux sont ceux qui alors, à quelque distance de là, en face du centre commercial, se sont arrêtés pour discuter longuement d'un événement pour le moins aussi curieux que celui auquel ils venaient d'assister; la présence non sacralisée, entre deux automobiles en stationnement, d'une œuvre éphémère d'art actuel. Un cube, sculpté dans un asphalte d'un noir profond, par Mikael Lundberg, —



Bloc erratique  
photo : Sylvain Tanguay

communauté d'attitude qui définirait une quelconque « nordicité » implicite est de l'ordre du rêve volontaire. Par contre, nombre de réflexions latérales à propos de l'influence de la géomorphologie sur les établissements humains de l'anté-histoire, ou à propos du caractère primordial des notions de dérive et de nomadisme, se sont révélées constituer un riche terreau pour certains artistes et certains conférenciers.

#### LA VILLE-ATELIER

Il est impossible de situer l'importance du Symposium d'Amos, et même sans doute la signification des œuvres qu'il a vu naître, sans aborder le phénomène de la participation populaire. Une participation tellement profondément liée à un événement en arts visuels — dont le commissaire Alain-Martin Richard affirmait par ailleurs, sans ambages et sans compromis la contemporanéité —

un artiste suédois qui par ailleurs représente son pays à la Biennale de Venise 1997 —, s'affaîsse lentement sur lui-même au long des jours, en fonction des variations de la température, en des formes inattendues soulignées par la lumière changeante du nord... L'importance toute particulière de « Vingt mille lieues/lieux sur l'esker », le 3<sup>ème</sup> Symposium en arts visuels de l'Abitibi-Témiscamingue, tenu du 7 au 20 juillet derniers à Amos, tient dans la proximité empathique de ces deux images, celle de la fête et celle de l'art d'aujourd'hui. Le rêve est

devenu possible, au moins en cet instant, d'un art populaire — la fête en est un aspect — frayant la voie à une sorte de curiosité inattendue face aux expressions nouvelles de l'art de notre temps. Dans la plupart des cas cette curiosité ne suppose pas l'approbation tacite des œuvres, mais elle rend au moins disponible le regard et la réflexion, et c'est déjà beaucoup.

L'événement a réuni, pendant deux semaines, vingt-quatre artistes en arts visuels d'Abitibi-Témiscamingue, du Québec, du Canada et de Scandinavie, pour produire, individuellement ou à plusieurs, sous les yeux du public, dix-sept œuvres éphémères et trois œuvres permanentes en différents lieux de la ville. Dans de nombreuses manifestations de ce type, les thèmes principaux et sous-jacents justifiant l'événement sont suffisamment généraux pour constituer un cadre rassembleur certes mais qui tient souvent plus de l'imaginaire que du réel. Que le socle géomorphologique de la Scandinavie partage certaines particularités avec celui de l'Abitibi est un fait indéniable. Mais en déduire entre les deux entités humaines qui occupent ces régions du monde une



La Montagne  
Jonanne Poitras  
photo : Sylvain Tanguay

qu'elle pourrait bien peut-être faire signe à la possibilité d'existence d'une nouvelle voie dans l'appréciation de l'activité artistique de notre époque.

Cette participation a pris souvent une forme personnelle très active. Près de trois cents bénévoles assuraient les innombrables tâches, visibles ou cachées, afférentes à une telle entreprise: transport sur demande des invités et des représentants des médias, permanence sur les divers sites pour guider et renseigner les spectateurs, aide matérielle de toute sorte aux artistes. Les services municipaux et la police étaient disponibles sur simple demande. Des centaines de personnes ont découpé dans des cartons à lait



The Big Ice  
Bart Habermiller et Tim Watkins  
photo : Sylvain Tanguay

*Naître c'est se séparer*  
Bruno Roy

## DES VENTRES D'ARTISTES

Toute personne qui fouille l'histoire des centres d'artistes autogérés trouve dans les milliers de pages qui lui sont consacrées (aux articles et publications spécialisées, j'ajoute toutes ces demandes de subvention, ces textes de présentation ou argumentaires promotionnels, qui redécrivent annuellement, et parfois plus souvent, l'origine et la raison d'existence des centres), quiconque refait le trajet à rebours donc, découvre, entre les mots et les phrases, les signes d'une présence inébranlable, la présence artistique. Devant, derrière et dessous l'histoire des centres se profile en effet le corps de l'artiste (car il y tient toujours le premier rôle — ce qui distingue les centres de toute autre organisation). Tandis que sa tête, ses mains et son ventre continuent de tenir cette histoire debout, sa mémoire est devenue le registre d'un épisode artistique et social singulier: l'invention d'un territoire d'exposition et de réflexion aussi libre qu'un atelier, aussi expérimental qu'un laboratoire de recherche. L'histoire de l'art notera le déploiement d'une manœuvre d'art sociologique sans fin, dont les artistes en arts visuels auront été les infatigables activistes.

Trente-cinq ans après leur naissance, les centres d'artistes continuent d'épater la galerie. Ils forment aujourd'hui au Québec un réseau évolutif important, unique représentant organisé de la production et de la diffusion en art actuel. Des artistes qui travaillent en collectif, qui gèrent des organismes sans but lucratif, qui mènent des campagnes de financement, qui publient des ouvrages? Absolument. Résolument. Dans les centres, comme dans l'atelier, tout est possible. Tout y est

Dans les Hautes-Laurentides

## La Macaza veut créer un territoire culturel

Des terres sont réservées pour la chasse et la pêche. Il pourrait donc en être de même pour l'art, prône un groupe d'artistes de La Macaza, dans les Hautes-Laurentides, qui veut créer un territoire culturel.

Les initiateurs de ce projet — qui n'a pas son pareil dans le monde, assurent-ils — sont les Précambriens. Le groupe, qui compte une cinquantaine de membres, existe depuis 1988. Il est né d'une bataille commune pour empêcher la démolition de la gare de L'Annonciation. Le monument historique est aujourd'hui un centre d'exposition.

Les Précambriens travaillent à donner une identité culturelle à la région des Hautes-Laurentides. Ils veulent obtenir des terres pour en faire «un grand musée à ciel ouvert», explique Lise Létourneau, chargée de projet.

L'art nature, soit la création d'œuvres avec des matériaux issus de la nature, serait privilégié. Des artistes pourraient y puiser leurs matériaux. Ils pourraient aussi s'y installer temporairement pour créer en plein air. Les amateurs, les familles, les curieux pourraient quant à eux s'initier à l'art nature et essayer de créer leurs propres œuvres. Le territoire culturel aurait donc également une vocation éducative et écologique.

Pour ce faire, les Précambriens veulent que des terres leur soient cédées. La MRC Antoine-Labelle appuie le projet, mais les lots intramunicipaux convoités doivent être cédés par le gouvernement. Le territoire culturel pourrait être concrétisé en utilisant des terres publiques, mais ce n'est pas ce que les Précambriens veulent. «C'est politique et symbolique d'avoir un territoire réservé aux arts, dit Lise Létourneau. Ils faut qu'il y ait des lots qui aient une vocation culturelle.»

Le territoire convoité comporte 131 hectares. La route qui y mène est cependant difficilement carrossable. Il n'y a pas non plus d'électricité. Aussi, les Précambriens voudraient établir un centre d'hébergement et d'activités près de La Macaza. Des artistes pourraient y résider, des touristes pourraient y demeurer. Un atelier y serait aussi établi, pour permettre de donner des cours et de visionner sur vidéo de grandes œuvres éphémères disparues. Mais il faut environ 400 000 \$ pour concrétiser cette deuxième partie du projet. Les Précambriens cherchent donc le financement nécessaire.

L'art nature est une forme d'activité culturelle typique et bien développée dans les Hautes-Laurentides. «On commence même à avoir une crédibilité internationale», assure Mme Létourneau.

R. D.

rendu possible grâce à cette présence artistique essentielle. Il ne serait guère difficile d'imaginer que la configuration physique d'un centre se métamorphose un jour en un corps d'artiste tant ses activités et sa gestion carburent à l'énergie viscérale et se déploient en stratégies créatrices. Dans les couloirs de la tête, devant des piles de demandes de subvention, on explorerait ses idées saisissantes. Au large des bras et des mains, on identifierait son fonctionnement, chaque doigt symbolisant une de ses caractéristiques : le pouce aide, l'index éclaire sur les besoins, le médus se lève et proteste pour des changements sociaux, l'annulaire affiche son engagement tandis que l'auriculaire use de flair. Au milieu, sur son ventre, on lirait l'inscription centre d'artistes, calligraphiée autour d'un noyau énergétique sans contour net parce que toujours grouillant, vivant.

Bien que les centres partagent depuis leur début des principes alternatifs de gauche (autonomie individuelle et collective, recherche, autodétermination, formation adaptée, fonctionnement démocratique, projet social), chacun d'entre eux possède son histoire, sa mission, son créneau, sa manière. Le réseau qu'ils composent n'est donc pas uniforme car les centres ont, surtout, le droit à l'autonomie. Et puisque, par nature, l'action communautaire et autogestionnaire se nourrit de présences en chair et en os, ce sont leurs membres employés et bénévoles, en majorité des artistes, qui façonnent consensuellement les traits caractéristiques de leur centre. En y coordonnant des activités ou en siégeant sur un comité, toutes ces personnes, collectivement, prennent des décisions en regard des transformations que connaissent la pratique et la diffusion de l'art actuel — sans compter celles qu'ils génèrent souvent eux-mêmes.

Il faut le dire, le modèle fonctionne. Et il fonctionne tellement bien que certains observateurs ont interprété ce succès en qualifiant les centres d'institutions (terme ô combien irritant chez les alternatifs). Il est vrai que la qualité de la présence artistique dans les centres, c'est-à-dire le désir d'autodétermination en matière d'orientations artistiques et de politiques de fonctionnement, aurait pu se diluer, victime de son éclatante réussite. Ce n'est pas le cas. Le centre d'artistes est toujours un corps en mouvement : il se transforme, s'autosculpte et s'auto-critique même s'il se regarde parfois le nombril. Avec raison. Soutenir et encourager des pratiques innovatrices et risquées, continuer de les chercher et de les défendre, puis réussir à se renouveler avec elles, à cause d'elles, ça prend du ventre. Si les centres d'artistes deviennent des institutions, le terme doit être utilisé

dans le sens de référence, de modèle. Toutefois, et sans aucun doute, il faut que les collectifs d'artistes qui les animent réfléchissent constamment sur la nature distinctive du lieu que représente encore le centre d'artistes autogéré afin de préserver l'imaginaire qui y circule librement et sans censure.

En concevant ce lieu par eux-mêmes et pour eux-mêmes, les artistes se sont engagés à assurer un espace pour l'art actuel, pour ses manifestations et pour ses expérimentations. (Osez imaginer ce dont aurait l'air la seule géographie québécoise de l'art sans les centres d'artistes autogérés et vous aurez le vertige. Calculez la seule superficie qu'ils représentent les uns juxtaposés aux autres, et vous constaterez l'importance de la place qu'ils réservent à l'art actuel.) En ce sens, le phénomène croissant des activités de résidence dans les centres n'est pas sans intensifier leurs fonctions de recherche et d'exploration artistiques. Cette pratique, porteuse de risques, autant pour l'artiste que pour le centre, appelle le corps de l'artiste (il est toujours là) et expose sa chorégraphie de chercheur. La résidence permet aussi de confronter les conclusions de quelques observateurs critiques ayant accusé certains des centres de négliger leur rôle d'éclairer des nouvelles pratiques et de ne se confiner qu'à des valeurs sûres. Pourtant, l'histoire prouve que lorsque les artistes changent de médium, de discours ou d'outil, le centre d'artistes se transforme nécessairement avec lui. Une vision inverse du centre d'artistes autogéré serait évidemment contre nature. Cette spécificité des centres est historique. Dès les années soixante, l'utilisation par les artistes de nouvelles techniques de même que la nature de plus en plus inclassable de leurs œuvres ne conviennent ni au rôle muséologique de consécration ni davantage la fonction commerciale des galeries en place. C'est la raison pour laquelle les artistes fondent les centres. Encore aujourd'hui, la pratique et l'expérimentation artistiques souffriraient de leur absence.

Si le rôle des centres d'artistes autogérés a pour objectif de produire et de diffuser des productions sincèrement audacieuses et d'y réfléchir, leur défi consiste à oser les adresser au monde encore plus intensément, en les lui rendant plus visibles encore et en lui affirmant que l'art ne sera plus jamais ce qu'il était hier non plus que ce qu'il est aujourd'hui. Pareille conviction entraîne les centres — et le monde — à renouer sans cesse avec leur vibrante intention d'origine : laisser croître le désir et la présence artistique en assurant au corps de l'artiste espace et autonomie, en assumant du ventre d'artiste, son *guts* et son plaisir de la liberté.

Sylvie Cotton

## UN PROJET AMBITIEUX ET ORIGINAL

# Une pyramide sera érigée en bordure de la route à La Baie

**LA BAIE (PC) —** Une ancienne rivière transformée en œuvre d'art et une gigantesque pyramide placée en bordure de route qui réfléchira la lumière : tels sont les deux éléments principaux du Monument-art de l'an 2000, un projet ambitieux et original géré par la Corporation de la Restauration des Ha! Ha!

Maitre d'œuvre du projet, l'artiste baieriverain Jean-Jules Soucy a élaboré un concept à la fois simple et complexe, dont l'élément de base est la pyramide qui, comme chacun sait, est constituée par des triangles juxtaposés.

Il a dévoilé son concept récemment en compagnie du président de la corporation de la Restauration des Ha! Ha!, Michel Bouchard, et de la comédienne Marie Tifo, qui a accepté de devenir la porte-parole nationale du projet.

## Explications

Jean-Jules Soucy a donné des explications détaillées en s'appuyant sur des maquettes, des dessins et des plans. L'ancien lit de la rivière Ha! Ha!, qui n'existe plus depuis qu'un nouveau tracé a été assigné à la rivière, après le déluge de 1996, sera de nouveau creusé sur une distance d'environ 130 mètres et une largeur de dix à 13 mètres, et rempli d'eau.

Dans ce lit, sous l'eau, seront installés quelque 20000 triangles équilatéraux multicolores en aluminium. Ils seront assemblés par groupes de 64, en plus de 450 grands panneaux qui auront aussi la forme de triangles.

Par le jeu des couleurs, rouge, vert, blanc, la lettre A sera dessinée à l'intérieur de chaque grand triangle. L'œuvre contiendra donc les A (donc les Ha! Ha!) de l'ancienne rivière.

Le triangle a la forme du delta majuscule, la lettre grecque qui correspond au D, et l'artiste explique que ce projet est inspiré par le goût des D, rappel de la solidarité nécessaire, et des vocations communautaire, commémorative, thérapeutique, touristique, artistique et technique du projet.

Il s'agit en effet d'une réalisation qui se veut réjouissante, qui a pour but d'exorciser le déluge de 1996 et de lancer un message d'espoir pour l'avenir.

## Message

Par ailleurs, le d, retourné de diverses façons, devient b, p, q ou même a si on lui coupe la hampe. Ce qui donne le message : b, d, a, a, p, q, ou Baie des Ha! Ha! P.Q., souligne, imperturbable, celui qu'on a surnommé le Génie de La Baie.

Ces triangles seront éclairés du dessous et du dessus, et une petite place publique, la place des Ha! Ha!, sera aménagée à l'emplacement de l'ancien pont (maintenant détruit), d'où partira l'œuvre de la rivière.

Cette place de béton incrusté, qui reprendra certains éléments ornementaux de la rivière, sera réalisée par ville de La Baie à même le budget de reconstruction, selon les instructions de l'artiste.

## Spectaculaire

Dernier élément, qui promet d'être plus spectaculaire que les autres : une grande pyramide réalisée en CD, non pas des cédéroms ou des disques compacts, mais des cédez, ces panneaux de signalisation rouge et blanc de forme triangulaire que l'on aperçoit au coin des rues.

La pyramide réfléchira donc la lumière des phares des voitures. Pour le matériau, deux avenues sont envisagées : aluminium et acier, ou tout aluminium. Cette dernière option intéresse tout particulièrement Alcan, qui a délégué un ingénieur spécialiste des structures d'aluminium pour conseiller le comité.

Les gens pourront entrer dans la pyramide et y circuler par des escaliers s'élevant par paliers jusqu'à une passerelle d'observation.

# Le Royaume de l'Anse-Saint-Jean émet sa première monnaie

Jérôme Remick



Le 7 octobre 1996, le maire de L'Anse-Saint-Jean, monsieur Laurent-Yves Simard, annonçait que le conseil municipal entendait consulter la population le 21 janvier 1997, par voie de référendum, afin de proclamer, Denys Tremblay (alias *l'illustre Inconnu*), roi municipal de L'Anse-Saint-Jean.

## La monarchie

Le 21 janvier 1997, le Royaume de L'Anse-Saint-Jean était né lorsque la population approuvait à 73,9% l'instauration de la première monarchie municipale en Amérique. La nouvelle a vite fait le tour du monde et soulevé beaucoup d'espoir.

Le but visé est d'obtenir une plus grande solidarité communautaire autour de l'idée du Royaume à l'interne et d'obtenir une visibilité nationale et internationale à l'externe. La monarchie anjeannoise devient

donc un instrument permanent de développement social et économique. Le premier mandat du Roi est de trouver un million de dollars à l'extérieur pour financer le projet Saint-Jean-du-Millénaire, cet oratoire végétal en hommage à notre Saint-Patron.

Sa Majesté le Roi Denys I<sup>er</sup> de L'Anse (nom qu'a assumé légalement Denys Tremblay) a été couronné à l'église Saint-Jean-Baptiste le 24 juin 1997 par le curé Raymond Larouche. Le Roi a prêté devant Dieu et son peuple les trois serments (religieux, civique et constitutionnel) qui encadrent son mandat. La monarchie anjeannoise est une innovation sociale sur plusieurs plans: nommé à vie, le Roi peut être destitué en tout temps par référendum si les sujets le veulent. Cette monarchie, franchement démocratique, n'est pas héréditaire. C'est le Roi qui a prêté serment d'allégeance au peuple et non l'inverse. Aucun privilège n'est octroyé au Roi et l'institution

Ci-haut : le côté commun aux deux billets. Ci-dessous : Denys I<sup>er</sup> de L'Anse



monarchique ne coûte rien aux citoyens. Le Roi doit respecter l'autorité municipale du Royaume. La municipalité conserve son maire et ses conseillers qui continuent de gouverner la scène municipale en toute liberté pendant que le Roi peut régner en toute quiétude. La fonction du Roi est de représenter le peuple anjeannois

et d'être un instrument de développement social et communautaire.

L'instauration de la première monarchie municipale à L'Anse-Saint-Jean est un acte démocratique avant-gardiste qui a non seulement une dimension touristique et économique importante pour la région, mais également une dimension religieuse et politique nouvelle pour le Québec et le Canada. Cette monarchie a également une dimension artistique très expérimentale puisqu'elle contribue à définir un nouveau rapport Art-Vie exemplaire.

### Le projet

Mais qu'est-ce que le projet de Saint-Jean-du-Millénaire? Il s'agit de la mise en place d'une sculpture environnementale, à flan de montagne, représentant le visage de Saint-Jean-Baptiste, patron du village, pointant vers le futur.

Cette sculpture végétale fera environ un kilomètre carré et vise à être complétée pour le tournant du millénaire.

### La première monnaie

C'est à la fin du mois de mars dernier que le Royaume de L'Anse-Saint-Jean a procédé à

l'émission de sa première monnaie : deux billets municipaux ayant respectivement des valeurs de 2 et 5 \$. Ces « De l'art de L'Anse » seront valides chez les marchands participants jusqu'au 31 décembre 1999. Les billets non vendus seront alors détruits.

Les profits de cette opération seront versés à la Fondation Saint-Jean-du-Millénaire.

Les deux billets sont à peu près de la même dimension que les billets canadiens. Le billet de 2 De l'Art est de couleur verte avec un cadre bleu alors que celui de 5 De l'Art est brun avec un cadre vert. La face montre le souverain

*suite à la page 39...*



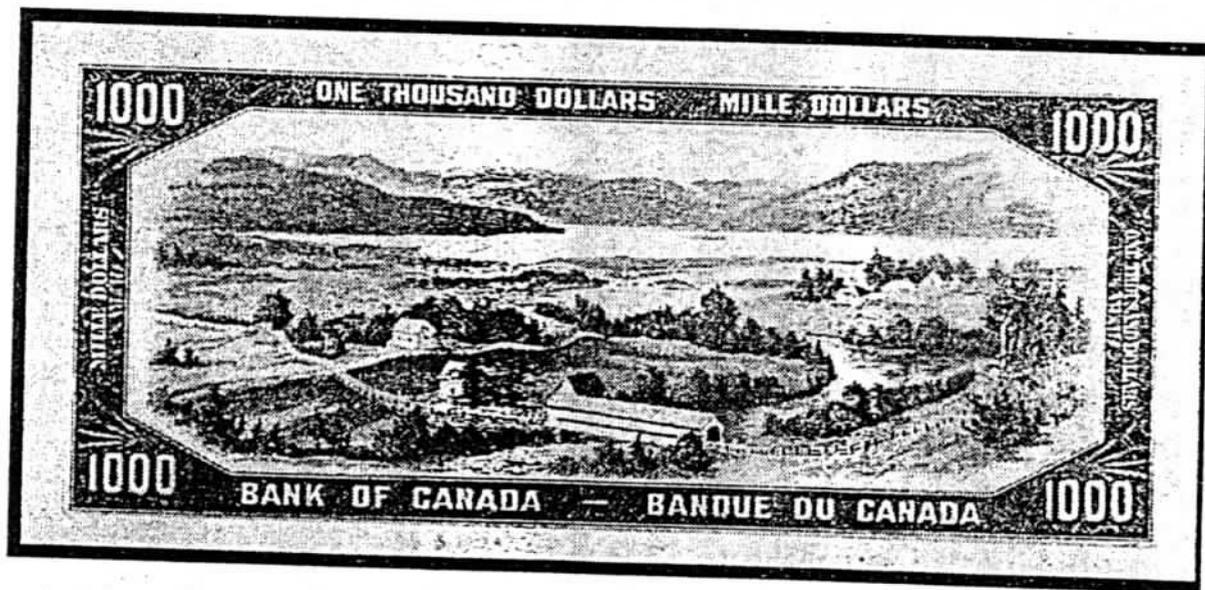
... suite de la page 16

municipal et une scène du village. Le dos montre la sculpture végétale projetée.

*Improthèque*, de Jonquière, a imprimé 50 000 billets de 2 \$ et 20 000 billets de 5 \$.

On peut se procurer ces billets pour la valeur faciale plus 2 \$ de frais de manutention de :  
*J.R. Numismatique, C.P. 486,  
Succursale C, Montréal, QC H2L  
4K4 (tél 514 722-5547).*

Les collectionneurs de billets de la Banque du Canada se rappelleront sûrement que L'Anse-Saint-Jean a la distinction d'avoir été représentée sur le dos du billet de 1000 \$ millésimé 1954. On pourrait donc faire de L'Anse-Saint-Jean une thématique intéressante, si l'on en a les moyens! 🇨🇦



**PIERRE-W. BOUDREAU**

## **Anse-Saint-Jean et la lutte pour la survie de l'éco-système**

« Le sens est tout entier dans la manière, la manière est, dans chaque aspect technique et tonal, partie intégrante du sens » (George Steiner, dans *Martin Heidegger*, Paris/Champs/Flammarion, 1981. p. 103).

Le choix de l'apôtre Saint-Jean, comme patron et protecteur de la petite colonie née en 1838 ne peut pas être sans signification. Saint-Jean n'est-il pas en effet l'apôtre de l'amour dans la religion chrétienne ? N'est-il pas la figure de la réconciliation et l'expression de l'harmonie retrouvée entre des forces opposées ? Il faut avoir vu le relief contrasté à cette hauteur du Saguenay pour comprendre qu'au fond les pionniers qui s'attaquent au fjord affrontent les forces de la nature qui ici atteignent leurs limites. Les plus hauts sommets côtoient les fosses abyssales. Les cimes qui pointent le toit de la région voisinent le noir des plus profondes eaux. La nature se dédouble comme pour donner l'impression de vivre un combat millénaire entre gladiateurs où l'homme n'a plus aucun pouvoir... naturel.

Les premiers individus à vouloir dompter cette nature, ces propagateurs-partageurs du progrès, ces héritiers de la conception cartésienne de la nature,

Village de 1 371 personnes en 1986, Anse-Saint-Jean décide de faire l'histoire. À partir de cette année 1986, les séquestrés de la politique de régionalisation du Québec sortent de leur huis clos. L'enfer, ce ne sera plus l'autre nous, pourrait-on dire. À travers une lutte de citoyens, un nouveau réenchantelement du monde, une nouvelle magie jaillit on ne sait trop de la force tellurique qui, jadis, façonna cette scandinavie québécoise ou de la puissance surhumaine de ces hommes et de ces femmes héritiers de leurs conquérants pour le moins insolents qui, en 1838, débarquèrent sur les rives de ce havre, amphithéâtre naturel le long d'un fjord, témoin des tumultes d'une genèse que les impétueux colonisateurs de l'Anse ont consacrée à Saint-Jean.

Dans ce texte, nous voudrions saisir la signification des gestes posés par les citoyens de l'Anse-Saint-Jean, gestes qui ont conduit à l'obtention d'un centre de ski alpin du Mont Édouard. Pour cela, il faut savoir quels étaient les référents *symboliques* utilisés au cours des luttes sociales menées par les citoyens. De quel univers symbolique les luttes des citoyens sont-elles révélatrices ?

La bataille menée pendant quatre ans par les citoyens se termine dans l'allégresse. L'heureux dénouement d'une très longue lutte n'est certes pas étrangère à la nature sociale de ses acteurs. Or, la force de changement ne repose-t-elle pas sur le fait que ces acteurs sociaux ont su se réapproprier la zone d'incertitude de l'action sociale de manière telle que les agents économiques et politiques en place dans les institutions vouées au développement régional seraient tombés dans une méta-logique totalement étrangère à la société que nous appellerons post-moderne ?

La bataille conduite pendant quatre ans par les citoyens de l'Anse-Saint-Jean ne peut être saisie sans aborder l'univers culturel auquel il est fait référence à

tout chrétiens qu'ils sont, contre la force déchaînée d'Apollon invoquent celui qui rassemble dans la communion, celui qui fusionne dans la communauté pour former équipe face à cette nature hostile. Saint-Jean est ici interpellé comme le prêtre intercède celui qui symbolise les forces du bien capable d'exorciser les démons qui visiblement possèdent ce coin de la planète. Il faut ajouter que Saint-Jean, dont la fête est célébrée au solstice d'été, symbolise traditionnellement la réconciliation et le moment de la célébration publique de la fusion des forces de la vie.

POSSIBLES  
La Souveraineté  
tranquille

Ans

Saint-Jean, Dionysos chrétien, est celui qui, dans : « l'ivresse » (...) « abolit la subjectivité de l'individu jusqu'à ce qu'il s'oublie complètement »... parce que transporté par Apollon, dieu des énergies, du rêve, de l'imagination, l'homme s'aperçoit qu'il s'était laissé emporter par les rêves, les apparences. Alors pris d'« effroi », s'apercevant que les phénomènes l'avaient égarés et que le principe de causalité faisait défaut », l'homme se retrouve dans « les frissons de l'ivresse ». Frédéric Nietzsche écrit encore : « C'est par des chants et des danses que l'homme se manifeste comme mesure d'une collectivité qui le dépasse (...). Ses gestes montrent qu'il est ensorcelé. Maintenant les bêtes parlent, la terre donne du lait et du miel, et en l'homme aussi quelque chose de surnaturel s'exprime. Il se sent dieu ; porté au-dessus de lui-même, il foule le sol, extasié, comme dans son rêve il a vu faire aux dieux. L'homme n'est pas artiste, il est devenu oeuvre d'art : ce qui dans la nature est créateur d'art se révèle ici dans les frissons de l'ivresse pour la profonde délectation de l'être originel »<sup>1</sup>

\* \* \*

---

1/ F. Nietzsche, *La naissance de la tragédie*, Paris, Gonthier, 1964, pp. 21-22.

chaque épisode de son déroulement. Les références à la famille prennent des dimensions pour le moins méta-sociales. Les références à la foi chrétienne et aux écritures saintes sont manifestées non seulement par le rôle joué par le curé, mais dans l'ensemble des conduites collectives des paroissiens. Les acteurs principaux sont les bûcherons de la paroisse. Mais est-ce encore des bûcherons au moment où on abat les arbres des futures pistes de ski ? Ne seraient-ils pas déjà des officiers responsables de la gestion d'un éco-système dans lequel s'insèrent des opérateurs et des techniciens d'équipement récréo-touristique au nombre duquel figure un centre de ski alpin, un complexe d'hébergement touristique, un centre d'interprétation du patrimoine, une marina, un centre équestre, etc.

Au fond, si les initiatives socio-économiques des citoyens ont dû s'imposer à travers une bataille dont le mouvement a duré 4 années, ce n'est pas précisément dû au fait que depuis le début des années 1970, le Québec, en se dotant d'une politique de régionalisation, a répandu sur son territoire historique des appareils administratifs dont les agents sont des bureaucrates sans aucune obligation ni responsabilité directe devant la population. En l'absence de démocratie appropriée, les fonctionnaires s'apparentent à une nomenclature et à leur corps défendant offrent une résistance à tous les changements qui peuvent survenir dans la société. Issues d'une conception sociale aujourd'hui dépassée, les institutions dites de « développement régional » sont non seulement des dinosaures à traîner mais des officines dysfonctionnelles par rapport au développement de la population québécoise.

POSSIBLES  
La Souveraineté  
tranquille

Anse-  
la  
|

## 1. C'est le jeu qui forme l'acteur qui, à son tour, se fait prendre au jeu !

La Jeune chambre de l'Anse-Saint-Jean organise en 1986, un colloque dont le but est de réunir ceux et celles qui sont en mesure de formuler des alternatives originales en matière de relance économique de la communauté en voie de devenir une « réserve de personnes âgées ». Depuis dix ans, la population a chuté de 8,78 %, passant de 1 503 en 1976 à 1 371 personnes en 1986. Le témoignage du curé de la paroisse résume assez l'état de la situation démographique et donne l'heure juste sur l'état d'esprit de la communauté.

En fait, c'était pour nous autres, une lutte pour notre survie. Si on n'avait pas ça (un nouveau projet moteur de relance économique), qu'est-ce que l'Anse-Saint-Jean serait devenu ? Il serait devenu un village fantôme (...) sur les dix mariages, en 1989, pas un seul couple s'est établi (...) nous avons de plus perdu deux familles, une trentaine de maisons sont à vendre (...) les jeunes étudient la possibilité de sortir d'ici et ce, dès qu'ils sont rendus au secondaire sinon au CEGEP (...) alors, les touristes viendraient voir ici un parc de personnes âgées, une réserve de personnes âgées. (Témoignage recueilli le 28 mai 1990)

C'est au moment de ce colloque que l'imagination et la culture sont mises à l'épreuve. Alors que l'on suggère l'urgence de mettre sur pied des usines de transformation du bois (v.g. cure-dents, hockey, etc.), A. B., fils d'une lignée de marchands établis à l'Anse depuis le début de la colonisation, avance l'idée de créer un centre de ski alpin intégré au concept récréo-touristique quatre saisons qui est en train de se mettre en place à la périphérie de l'actuel Parc du bas-Saguenay. Anse-Saint-Jean sis au pied d'un massif montagneux, village en ruban, coincé entre les rives du fjord et la montagne qui découpent des vallées encaissées où s'entassent jardins et prés, met-

trait en valeur son éco-système là où des générations de bûcherons « en ont arraché » pour extraire le bois d'oeuvre, puis le bois de pulpe et de chauffage.

POSSIBLES  
La Souveraineté  
tranquille

Anse  
|

Dans les jours qui suivent, le journal *Le Quotidien*, qui diffuse sur l'ensemble de la région, publiait en page couverture la nouvelle que l'Anse-Saint-Jean aurait son centre de ski alpin. D'abord relativement bien accueillie lors du colloque, ensuite objet de réflexion de la part des membres du conseil municipal plus préoccupés par leur plan d'urbanisme que par l'un ou l'autre des projets, l'idée emportait graduellement l'opinion orientée vers une nouvelle vision de leur économie traditionnellement centrée sur l'exploitation de leur forêt.

Dans les semaines qui suivent l'annonce dans le journal régional du projet de réalisation d'un centre de ski alpin, une assemblée populaire manifeste son enthousiasme. C'est là que les leaders ont, pour la première fois, l'occasion d'expliquer la nature et les objectifs du projet. À la surprise des élus municipaux qui avaient rejeté l'idée d'un financement et d'une réunion sur cette question, les organisateurs recueilleront l'assentiment général de la population. L'appui populaire est massif en nombre et en acte puisque spontanément on recueillera plus de 25 000 \$ pour le financement d'une étude de pré faisabilité requise pour l'obtention des subventions accordées dans le cadre des accords de développement de la zone périphérique du parc du Bas-Saguenay (Le Bas-Saguenay est la zone riveraine du Saguenay qui comprend la partie la plus montagneuse du fjord et où végètent de petits villages historiques sis dans des amphithéâtres naturels résultats d'affaissements de terrain le long de lignes de faille).

Dans cette assemblée, sous la direction de leaders naturels, un nouveau lien réunit les familles. « Avant de mourir, il faut bien faire un dernier souffle (...) le

monde intéressé à vivre à l'Anse-Saint-Jean, à se prendre en main, à survivre, à penser à nos enfants puis à nos jeunes, donnez-nous de l'argent pour prouver que le mont Édouard peut être faisable (...). Alors, le premier à se lever dans la salle a été M. Louis-Joseph Houde, 80 ans, met 100 \$ sur la table », affirme mon interlocuteur.

Selon le témoignage recueilli auprès de ce dynamique fils de marchand général, cette idée n'était pas le fruit du hasard. Pour que la graine se transforme en germe, il faut une terre d'accueil. Le colloque local fut, dans ce cas, le terrain fertile à la germination qui, dans la société, s'appelle la communication. L'idée fit son nid dans l'opinion. Le bouillon de culture ayant été soigneusement entretenu in vitro par une bande d'amis sportifs qui se demandaient depuis plusieurs années s'ils ne pouvaient pas profiter de leurs « sacrées » montagnes au lieu d'aller skier au Mont Grand-Fonds (Charlevoix) ou au Valinouët (180 km au nord de l'Anse-Saint-Jean). Bref, comment se fait-il que la plus haute montagne du Saguenay ne profite-t-elle pas aux skieurs(ses) de tout le territoire ?

Une véritable conversion était en train de bâtir son nid. Et si le relief escarpé des montagnes n'était plus la « misère noire » essuyée par les bûcheux pendant plus de 150 ans. Et si la montagne existait non pas pour ce qu'elle recèle mais pour ce qu'elle est, non pas pour ce qu'elle cache mais pour ce qu'elle offre. Relief rébarbatif à la coupe forestière qui en a fait « arracher » plus d'un, les fils et les filles des bûcheux à la solde de compagnies extérieures au village et à la région semblaient être en train de changer leur philosophie de la nature et leur relation à la nature, bref, à changer leur philosophie de l'économie.

Pour ce faire, encore fallait-il passer à travers un long processus, re-crée en quelque sorte une nou-

velle société. Encore fallait-il que les différentes familles enfermées dans leur fierté et coupées les unes les autres par leur rivalité ancestrale, au-delà des clivages et segmentations séculières, forment une coalescence. Il fallait qu'un adversaire commun se dresse sur leur route pour que se forge une identité au-delà des divergences. Le village scotomisé en trois segments (la zone du port, le village-faubourg, le coin) devait trouver un adversaire assez puissant pour neutraliser les forces endémiques de division. Les divisions entre les familles avaient été, à l'époque de l'industrie forestière, les conditions essentielles et déterminantes pour motiver les hommes et les femmes à surmonter l'ingratitude de la montagne. Devant l'inéluctable, la raison succombe et dans le bruit des salles de réunions populaires, une émotion commune relègue les querelles, efface les susceptibilités, établit un nouveau courant et tisse un nouveau lien.

POSSIBLES  
La Souveraineté  
tranquille

Anse-  
lc

## **2. Comment un projet devient un dossier : la Corporation**

Huit mois plus tard, la firme retenue pour l'étude, conclut à la faisabilité du projet. Les responsables, forts de cette expertise, demandent une rencontre inter-municipale des villages du Bas-Saguenay et du préfet de la MRC afin de présenter le rapport.

C'est là, poursuit mon interlocuteur, que notre petit gang se fait complètement tasser de la route. Là, on s'était rendu compte que le projet était faisable et qu'au point de vue politique, on s'apercevait que c'était bon d'être à la tête de cela (...) nous, on a fait naître le projet, et un coup né, là ils nous l'ont pris, et là, ils l'ont utilisé pour faire un projet politique (...) tous les organismes pour qui c'est leur job de travailler pour le développement économique, ben là, ils avaient un beau petit moyen de démontrer qu'ils travaillaient (...) ils ont formé une corporation légale

qui incorporait toutes les municipalités du Bas-Saguenay, incluant des membres telles les caisses populaires !

Une corporation sans but lucratif où le gouvernement devait participer au financement du projet devait être mise sur pied alors que les initiateurs du mouvement voulaient un organisme privé qui rassemblerait des promoteurs intéressés, comme cela se passe ailleurs au Québec.

Cette Corporation à but non lucratif s'inscrivait maintenant dans le colimateur de la bureaucratie de l'administration publique. Aux yeux des promoteurs, ce projet devenait un dossier et ce qui paraissait facile à financer devenait au yeux des citoyens une saga tragico-comique. On leur proposait des programmes de création d'emplois « pour les aider »...

On va vous financer un étudiant pour un programme défi 25, 35 et toutes sortes de programmes gouvernementaux d'aide à l'emploi, disait-on. Alors que c'était un centre de ski qu'on voulait faire (...) À force de rincer, je me suis retrouvé presque seul avec C. D. de ma gang au C.A.

Après un an de « cheminement » en remplissage de demandes de subvention, de rencontres, de remplissage de formules, je leur ai dit, eih ! c'est pas notre vie, nous autres, des demandes de subventions (...) nous autres on était pas arrêtés par des principes politiques où il fallait passer par un avant l'autre, toute la hiérarchie politique (...) eih ! j'ai dit, ça se peut, on s'est fait embarquer raide. Mais, ils avaient le gros bout, car ils avaient réussi à avoir l'appui de la municipalité, tous les maires, les MRC, la STF, le CAA, le RAA et tout ce que tu pourras inventer comme sigles, c'était rendu qu'ils avaient 20 tiroirs de lettres d'appui (...) et là, on était en 1988, j'ai débarqué quand ils m'annoncent qu'au bout d'un an, ils venaient de décrocher un « défi 1988 ». Je suis plus capable de travailler avec vous autres. (Mais dans ma

tête, je savais maintenant que je serais plus libre pour agir). Le projet du Mont-Édouard était devenu le party pour eux autres, car le dernier citoyen de l'Anse au C.A. avait été évincé par un vote de non confiance (...) Le projet aurait pu durer 20 ans (...) pour eux autres la population venait après. Pour eux autres, c'était un projet où ils pouvaient justifier leur salaire. Durant ce temps, on pouvait dire que le dossier chemine, on le structure, on l'enrobe, il est le prétexte à des réunions toutes les semaines (...) ils avaient une aide technique grâce à l'article 38 qui leur avait permis d'engager quelqu'un qui répondait à la correspondance, remplissait les demandes de subvention, etc. (...) Ça duré ainsi jusqu'au temps où je téléphone au président, Lucien Martel, pour lui dire : « Le projet du Mont-Édouard, c'est pas pour 10 ans, c'est tout de suite qu'on a besoin. Moi je vis ici et toi tu vis à Chicoutimi. Tu as un salaire de 110 000 \$/année, pour toi, ça presse pas. Lcitte, les gars, c'est la valise sur le perron de la porte, sont tous prêts à partir, ils ont plus rien, sont dans la rue, plus d'emploi, sur le bien-être, sont plus capables de payer leur épicerie... et en plus, l'espoir du Mont-Édouard ne nourrit plus maintenant (...) et là, c'est fini, vos subventions ça rentre plus (...) On était vraiment écoeurés de cette partie politique (lire partie de poker) ».

POSSIBLES  
La Souveraineté  
tranquille

A

### **3. La révolte sociale contre la façade administrative**

En 1989, il était devenu évident que le dossier était en train de mourir au feuilleton. Les fonctionnaires locaux arrivaient difficilement à taire les pressions des gens d'affaires de Chicoutimi et de Raymond Malenfant qui, du Valinouët et du Mont Grand Fonds, laissaient publiquement entendre que la concurrence du Mont-Édouard allait être néfaste à tout le monde.

À la suite du virage managérial effectué par l'administration publique québécoise où l'État intervient dans la sphère de l'accumulation par le truchement de « partenaires » économiques, la Corporation du Mont-Édouard devait être l'agent de promotion et le gestionnaire du projet, issu de l'initiative de la population anjeannoise. Au niveau régional, la corporation se devait de trouver des partenaires issus de tous les milieux du monde socio-économique.

« Le coût du projet totalise la somme de plus de 7 millions de dollars. Les partenaires sont actuellement : le Gouvernement du Québec (1,7 millions) ; le Gouvernement d'Ottawa (3,1 millions) ; le milieu local (667,000 \$, dont 150 000 \$ venant de la Caisse Populaire, 72 000 \$ des entreprises, 319 000 \$ des particuliers) ; le milieu régional (835 000 \$) et la Corporation du Mont-Édouard (1 million sous forme d'emprunts) »<sup>2</sup>.

De même que les sommes d'argent générées peuvent être un indicateur de l'intérêt économique suscité par le projet, les intérêts économiques des groupes constitués loin de se réguler à l'intérieur d'un modèle théorique de partenariat peuvent rivaliser jusqu'à l'éclatement si l'objectif économique ne se concrétise pas rapidement. Quatre ans après le colloque de la Jeune chambre locale, le Mont-Édouard était encore l'objet d'une rhétorique, tantôt éléphant blanc, tantôt chimère. Au-delà d'un État post-keynésien, le concept de partenariat subissait l'insolence du jeu politique. Contre la députation régionale péquiste favorable à la réalisation rapide d'un parc récréotouristique dans le prolongement duquel s'inscrit l'aménagement quatre saisons du Mont-Édouard, s'interposait le pouvoir libéral du gouvernement du Québec assujetti à une politique de la preuve de la

---

2/ D. Gagné et S. Rousseau, « Le partenariat et la régulation du local : le cas de l'Anse-Saint-Jean et de Pohénogamook », U.Q.A.C., avril 1990, Maîtrise en Etudes régionales.

rentabilité économique de tous les équipements de ski alpin avant que ne soit subventionné un nouveau projet du même type. Durant ce temps, au palier fédéral, la rhétorique du « bon garçon » attentionné cachait de plus en plus difficilement une guerre politique. Anse-Saint-Jean et le Mont-Édouard se trouvaient dans le comté voisin du Mont Grand-Fonds dont B. Mulroney, premier ministre du Canada, est le député.

POSSIBLES  
La Souveraineté  
tranquille

Anse  
le

Au-delà du discours, se jouait donc une partie occulte entre tenants financiers du Valinouët qui, de Chicoutimi, cherchaient un appui tacite avec Charlevoix et, pour ce faire, jouaient la carte des statistiques de la fréquentation et le drame de la concurrence sur la mesure comptable. Et, par ailleurs, une population locale qui, par ses initiatives de changer son cadre et son mode de vie, s'apercevait que la bonne volonté ne suffit pas. « La seule chose qu'un gouvernement a peur et c'est l'unique, c'est l'opinion publique », diront les leaders du comité de citoyens de l'Anse-Saint-Jean.

#### **4. La scie mécanique et le goupillon contre les fantômes de la société industrielle**

Gaston Blackburn, député au Lac-Saint-Jean et ministre des Loisirs, Chasse et Pêche, déclare publiquement, peu après les élections provinciales du mois de septembre 1989, que le gouvernement du Québec n'investira plus dans les nouveaux centres de ski alpin. Pour les leaders du comité de citoyens, cette déclaration est considérée comme un soulagement car :

...là, enfin, j'ai l'occasion parfaite pour dire au monde d'arrêter d'y croire au gouvernement (...) le gouvernement venait dire exactement ce qu'il fallait

dire (...) là, il venait de signer le début de la guerre, me confie l'un de mes interlocuteurs en riant encore.

Une réunion publique est immédiatement convoquée à la suite de cette déclaration. L'ensemble de la population se fusionne en un mouvement et l'objectif du mouvement s'incorpore en un acteur social. Toute la population se retrouve dans une communauté en action.

L'Anse-Saint-Jean était en guerre (...) Pauvres, opprimés par le gouvernement, les gens de l'extérieur s'identifiaient à notre cause, poursuit mon interlocuteur.

La montagne, qui avait fait des pionniers de l'Anse-Saint-Jean en 1838, des bûcheurs de bois de pin pour l'amirauté britannique, des bûcheux de billots de 4 pieds pour les usines de pâtes et papiers, des travailleurs forestiers pour le déboisement des tracés et de l'entretien des lignes d'hydro-électricité, cette même montagne était en train de les convertir en techniciens ou en opérateurs ou en ouvriers ou encore en employés au service des équipements d'un parc récréo-touristique. Pour y arriver, il fallait à nouveau reprendre la scie mécanique et les débuseuses et ce, dans un contexte de révolte. Les instruments de travail devaient se convertir en armes et servir dans le combat pour la survie économique du village. Il fallait que, symboliquement, ce qui avait été les outils de l'exploitation forestière se change en instruments d'affirmation contre un adversaire extérieur à la municipalité qui entendait confiner l'Anse-Saint-Jean dans son rôle séculaire de village forestier organisé en fonction des papetières. Il devait être immobilisé dans le temps comme le site d'un camp de formation et de reproduction d'une main-d'oeuvre docile et bon marché qui en plus est auto-contrôlé parce que vivant entre deux perspectives soit celle de la culpabilité et de l'exil intérieur (Montréal) soit celle

de la honte d'être prestataires de bien-être social. Pour obtenir à nouveau des emplois, il fallait passer l'épreuve du feu. Le travail au pays de l'Anse devait être une quête aux dépens d'un adversaire aussi fort qu'occulte, aussi puissant que beau parleur. Il fallait donc se réapproprier la rue, signifier au pouvoir présent dans les appareils régionaux vus comme relais de Québec et d'Ottawa que la route traversant une section du village était la route qui conduisait désormais au Mont-Édouard et non plus une voie de transit de marchandises circulant du Haut-Saguenay (Chicoutimi-Jonquière-La Baie) à la région de Charlevoix-Côte-Nord. Il fallait afficher une nouvelle identité. En bloquant la route 170, il y avait là symboliquement une force populaire qui se manifestait en démontrant que le vieil Anse-Saint-Jean s'était transformé-métamorphosé et qu'à cela devait correspondre un nouveau rapport à l'espace, un nouvel aménagement. Il fallait, pour ce faire, arrêter aussi le temps. Il fallait arrêter le temps ancien, celui de la navette des voitures et des camions. Il n'est pas excessif de voir dans le blocage de la route par les débusqueuses, par les hommes, les femmes et les enfants et ce, par des températures qui, en ces jours de décembre 1989, variaient entre 25° et 35° sous zéro, il n'est pas excessif, en effet, de voir là l'expression d'une machine décidée à imposer son chrono. Le 13 décembre 1989, le **Quotidien** titrait : « Gigantesque blocus à Anse-Saint-Jean » et sous la plume d'Yvon Bernier on pouvait lire :

Un seul sujet de conversation courait sur toutes les lèvres : le projet du Mont-Édouard. Et la *communauté* (c'est moi qui souligne) avait tout à loisir d'en discuter, puisque les petites entreprises, les commerces, les écoles et la caisse populaire avaient fermé leur porte.

POSSIBLES  
La Souveraineté  
tranquille

Anse

Et dans le même article relatant le blocage de route, les adversaires étaient débusqués de la façon suivante :

Les porte-parole rappellent que la population est très, très déçue du refus du gouvernement. Anse-Saint-Jean ne prise pas du tout que l'on cède aux pressions d'intérêts privés, ou pour être plus précis, que l'on prête l'oreille à l'homme d'affaires Raymond Malenfant et aux administrateurs de la corporation Le Valinouët, plutôt que de tenir compte de l'avenir de tout le Bas-Saguenay. L'article du journal conclut ainsi : « Claude Boudreault ajoute que la façon d'agir des dirigeants de la station de ski de Falardeau (Le Valinouët, situé au nord de la ville de Chicoutimi) est plus que déplorable : « Ces gens respirent le même air que nous, et ils se comportent comme si la solidarité n'existait pas »<sup>3</sup>

En arrêtant les horloges de l'économie (les flux d'échange) et en imposant un nouveau sens à l'occupation de l'espace, Anse-Saint-Jean émettait avec clarté un nouveau message. Nous sommes les héritiers des pionniers, contre les privilèges de l'Empire britannique<sup>4</sup> nous avons conquis la forêt et colonisé ces terres hostiles. Aujourd'hui, contre des adversaires intérieurs à qui des droits ailleurs accordés sont ici des atteintes à notre dignité, nous vous révélons debout, armes en mains, notre unanimité pour la reconquête de notre territoire. Nous ne voulons de la culture des autres. Notre idéal n'est pas celui d'être des assistés sociaux libres, à la consommation élémentaire. Conquistadors hier de la forêt, conquérants aujourd'hui de la montagne.

3/ *Le Quotidien*, 13 décembre 1989, « Pour la réalisation du Mont-Édouard, Gigantesque Blocus à Anse-Saint-Jean ».

4/ Ici, il est fait référence aux écrits de Hannah Arendt sur l'impérialisme dans son livre : *Les origines du totalitarisme : L'Impérialisme*, Paris, Points/Fayard, 1982, 348 p.

Edgar Morin écrit : « Le temps de la vérification est nécessaire, c'est-à-dire qu'en fin de compte c'est la PRATIQUE qui donne la réponse, pratique dont les résultats sont engrangés dans le savoir collectif (la culture). Mais même alors, la pratique et la culture peuvent ne pas dissiper l'illusion (...) Mais le propre de SAPIENS est aussi la possibilité de douter de l'existence des esprits et des dieux, de séparer les mots des choses, de contester les théories qui se referment sur le monde comme si celui-ci était transparent à l'entendement. C'est-à-dire qu'il peut découvrir ce qui est indécidable en principe et ce qui est ambigu en fait, et mettre finalement en cause la vérité établie (...) le cerveau humain a besoin de l'écosystème, de la culture, de la société, de la praxis pour établir ses vérités, ce qui le pousse à chercher dans et par la nature, dans et par la culture, dans et par la société, dans et par la pratique, la solution de ses incertitudes (...) Mais à nouveau, dans le nouveau système d'idées (lire nouveau cerveau, nouvelle conscience de soi, nouvelle culture), il retrouvera l'ambiguïté et l'indécidabilité, ce qui le poussera à chercher, élaborer un méta-système »<sup>5</sup>.

Cette pensée d'Edgar Morin est, à la limite, contenue dans la réflexion que faisait une citoyenne d'Anse-Saint-Jean :

Je me rappelle qu'un vieux curé, en chaire, nous avait dit que lorsque la forêt ne nous nourrirait plus, ce sont vos montagnes qui le feraient.

Nouveau rapport à l'espace donc, mais nouveau rapport à la nature qui en retour construit le bagage culturel. Une culture qui structure le corps social et qui dissocie l'image onirique de l'imagination créatrice, l'homme imaginaire de l'homme imaginant, le fantasme de l'idée, l'affectivité de la praxis. L'imagination peu à peu s'incorpore dans un groupe social pour qui l'aspiration rencontre la

5/ E. Morin, *Le paradigme perdu : la nature humaine*, Paris, Points, Seuil, 1979, p. 139.

magie ; le rêve et le poiesis touchent les mythes et leurs doubles.

Quand au mois de février 1990, les bûcherons décident de défricher « illégalement » les futures pistes de ski alpin. Quand le curé Clément Harvey, inspiré par les lectures de l'Évangile, décide dans le même temps, sans concertation, de ne plus s'alimenter, il y a là fusion de forces. La raison oblige à convenir de l'inéluctable « prédiction créatrice » : « 6 millions \$ pour Parc Saguenay — OUI au Mont-Édouard » titrait le **Quotidien** en page couverture le 17 février 1990.

# Un autre siècle à la campagne

*La nécessité de se doter d'une véritable politique rurale distincte de la politique agricole s'impose toujours, l'agriculture traditionnelle n'étant plus, de nos jours, dominante dans l'espace rural*

BRUNO JEAN

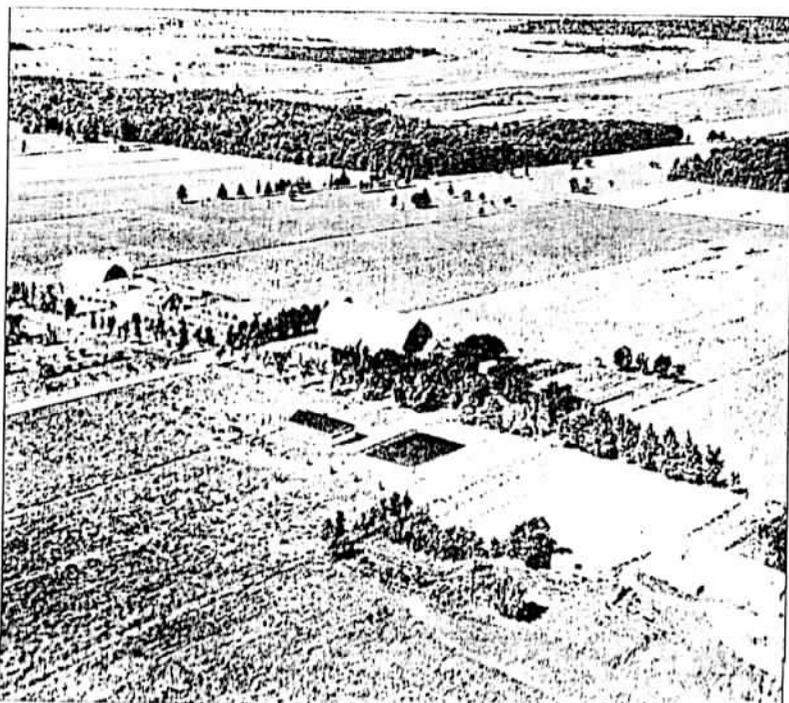
*Professeur en sociologie et en développement régional à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) et auteur de Territoires d'avenir - Pour une sociologie de la ruralité (Presses de l'Université du Québec), lancé en novembre 1997 à Rouyn-Noranda par la chaire Desjardins en développement des petites collectivités de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT).*

**L**e XX<sup>e</sup> siècle qui s'achève aura été celui des villes. Le prochain siècle sera-t-il celui des campagnes? Dans un pays industrialisé et urbanisé comme le Japon, le gouvernement vient de créer, en partenariat avec le milieu rural, «Revitalisation rurale XXI», un organisme chargé de préparer un ambitieux programme de développement rural pour l'agenda politique du prochain siècle. Du côté de l'Union européenne, une vigoureuse politique rurale est en train de s'élaborer et il s'agit d'un virage aussi décisif.

Si l'urgence de la situation dans les cas japonais et européen facilite les prises de conscience, nos immenses espaces naturels donnent à penser que nous sommes bien loin de ces réalités alors que nous les vivons tout autant. Le cercle vicieux de la dévitalisation rurale a occasionné ici une anémie de plusieurs de nos territoires ruraux pour lesquels les programmes de «développement régional-développés afin qu'ils rattrapent le train de la croissance et du développement n'ont pas donné les résultats escomptés. Les régions rurales sont toujours en voie de rattraper le train. La nécessité de se doter d'une véritable politique rurale distincte de la politique agricole devrait être évidente aujourd'hui; pourtant, on pense encore que le développement rural résultera des effets indirects de la mise en œuvre des politiques agricoles. La récente loi québécoise sur le soutien au développement régional et local fait une petite place à la ruralité. Il faut s'en réjouir et agir en appuyant les initiatives et les actions innovantes avant que les différents partenaires, si prompts à réclamer la concertation, ne se déchirent entre eux pour contrôler les quelques miettes qui viennent de tomber de la table.

## Arpenter les nouveaux territoires de la ruralité

Si nous parlons d'avenir, c'est pour modifier notre regard sur la ruralité; élaboré dans les premiers moments de la modernité, il ne convient guère au stade actuel de la modernité avancée. La ruralité a été trop longtemps associée aux sociétés traditionnelles et à l'agriculture. Mais avec la modernisation des campagnes et surtout celle de l'agriculture, la fonction agricole n'est plus dominante dans l'espace rural, bien qu'elle reste une activité économique structurante. Comme le rural a été associé à l'agriculture traditionnelle, avec la dissociation entre milieu rural et milieu agricole, on a pensé que c'était la fin du rural comme tel, et la chronique de cette mort annoncée a fait recette. Il faut donc repenser la ruralité, une exigence théorique qui fait aussi écho à une demande sociale. En effet, un peu partout, les populations rurales luttent pour préserver une culture, promouvoir des modes de vie spécifiques, une différence qui enri-



Une ferme dans la région de Mirabel, au nord de Montréal. La ruralité n'est pas disparue avec la modernité, elle est engagée dans un processus de restructuration dont la complexité dynamique ne se laisse pas saisir facilement.

chit le patrimoine collectif de nos sociétés modernes.

Selon les différentes manières de mesurer la population rurale, celle-ci varie entre 22,4 % et 43 % de la population totale; il est navrant de voir une proportion aussi importante de la population être tenue pour une quantité négligeable. Statistique Canada, comme tout le monde, ne sait pas trop ce qu'est la ruralité. Alors, on y regroupe le résidu qui n'entre pas dans une catégorie «urbaine» rigoureusement définie. Que l'intégration rurale-urbaine se soit accélérée avec la modernité, c'est un fait notoire; par exemple, un tiers des ruraux vont travailler en ville tous les jours. Par ailleurs, un autre tiers des ruraux vivent dans des territoires éloignés où ils assurent ainsi une fonction géopolitique essentielle. On doit reconnaître ici l'émergence d'une de ces nouvelles et nombreuses fonctions de la ruralité au stade de la modernité avancée, soit la fonction résidentielle. La ruralité n'est pas disparue avec la modernité, elle est engagée dans un processus de restructuration dont la com-

plexité dynamique ne se laisse pas saisir facilement.

D'un côté, on assiste à la mise en place de systèmes ruraux relativement spécialisés, comme des systèmes ruraux agricoles dans les basses terres du Saint-Laurent, des systèmes ruraux forestiers dans ce qu'on appelle maintenant notre «forêt habitée» et des systèmes ruraux récréo-touristiques comme dans Charlevoix ou la Gaspésie, là où la valeur patrimoniale des sites naturels en fait une ressource porteuse du développement local. De l'autre côté, cette modélisation se brouille car, en bien des endroits, les stratégies se superposent sur un même territoire; quiconque connaît un peu la région de Lanaudière conviendra qu'elle peut prétendre à toutes ces identités.

Plus profondément encore, avec la modernité avancée, c'est toute notre représentation de ce que signifie l'occupation des territoires ruraux qu'il faut revoir. Les formes de cette occupation ont radicalement changé depuis un demi-siècle et il faut en prendre la mesure. À première vue, on a souvent l'impression de territoires vides alors

que c'est le mode d'occupation qui y est singulier, avec son caractère saisonnier (le cas de la villégiature), épisodique (les travaux en forêt). De plus, à l'échelle d'une vie, pour un nombre de plus en plus grand de gens, l'identité rurale ou urbaine se confond. Par le jeu des alternances travail-loisir, de l'habitat, par une sorte d'occupation diffuse de nos immenses massifs forestiers, une nouvelle conception de l'occupation du territoire rural se fait jour. Et quand les ruraux parlent d'occuper le territoire, ils désignent le vieux concept d'occupation permanente de celui qui y tient feu et lieu. Au même moment, le territoire est souvent loin d'être inoccupé car il y a un ou des propriétaires publics ou privés, des modes de mise en valeur, une empreinte, légère ou occasionnelle, saisonnière, mais non moins réelle, de la présence humaine. Un peu par tout dans le monde occidental, on observe un glissement vers la conception de la ruralité comme espace récréotouristique pour une population urbanisée.

## Réussir le développement des collectivités rurales

La revitalisation rurale à l'agenda du XXI<sup>e</sup> siècle réclame une clarification des enjeux de développement ou des défis auxquels sont confrontées nos petites collectivités rurales. Au delà démographique, celui de contrer l'exode rural, s'ajoutent les défis économique (créer des emplois et soutenir l'entrepreneuriat), social (maintenir la vitalité et la viabilité des petites communautés), culturel (reconnaître la contribution de la ruralité à la culture générale), institutionnel (élaborer une politique rurale favorisant le maintien ou le développement d'outils institutionnels appropriés) et finalement environnemental (mettre en œuvre une stratégie de développement rural durable).

Le réaménagement des rapports villes-campagnes sera à l'ordre du jour du prochain siècle, après un siècle de domination de la ville sur les campagnes. En plusieurs endroits, ce n'est plus l'agriculture qui fera vivre la communauté locale mais c'est la communauté locale qui fera vivre ou non l'agriculture. La ville a besoin de la campagne et la campagne de la ville; mais le poids démographique de la ville est tel que c'est seulement avec la solidarité bien comprise des villes qu'une bonne et véritable politique rurale verra le jour.

Réussir le développement suppose de savoir de quoi on parle quand on l'invoque, le plus souvent de manière incantatoire. Le développement passe d'abord par la création et le déploiement des «capacités», entendu dans son sens le plus large, capacités des individus comme celles des communautés ou encore des institutions. Le développement des capacités, c'est aussi, pour une communauté, la capacité consciente de se donner les organisations et les institutions dont elle a besoin, et au moment où elle en a besoin, pour aménager son propre avenir. Mais les débats actuels sur le partage des compétences entre niveaux de gouvernement montrent à quel point quelques décennies de paternalisme providentiel ont pu créer une attitude de dépendance aussi profonde que notre espoir de voir les collectivités rurales pleinement capables d'exercer leurs responsabilités. Car c'est là un signe manifeste d'un développement réussi.

# La résidence mobile s'habille en style Nouvelle-Angleterre

IRRÉSISTIBLEMENT attirés par ces maisons blanches aux volets bleus, les visiteurs qui se pressaient sur le stand des résidences mobiles O'Hara, au dernier Salon des loisirs de plein air en mars à Paris, franchissaient le seuil avec ces mots : « On peut entrer... » Intimidés et, une fois à l'intérieur, presque recueillis. Comme s'ils touchaient là à quelque chose de profond – peut-être ce vieux souvenir d'enfance de la cabane –, tapi dans quelque recoin de leur inconscient. L'habitation de vacances, de surcroît « transportable », qui ressemble à une sorte de « petite maison dans la prairie », laissait peu de gens indifférents.

Les tendances actuelles favorisent l'engouement pour ce type de produit et le mode de vacances qu'il permet. Augmentation du temps libre pour les actifs, hausse du pouvoir d'achat chez les retraités, amélioration générale de la santé entraînent et stimulent le marché du loisir. Soixante-deux ans après les premiers congés payés, les Français ont appris à considérer ces heures et ces jours non comme du temps perdu mais comme un droit. Et ont entrepris d'aménager cet espace par des activités multiples ; l'une des plus précieuses étant l'évasion.

Les Français aiment bouger, se déplacer, se « mettre au vert ». Ils partent moins longtemps mais plus souvent et préfèrent les formules ni trop onéreuses, ni trop contraignantes. Dans ce contexte, le camping-caravaning s'est imposé

comme le grand vainqueur de l'hébergement de loisir. Il est en effet pratiqué par plus de 7 millions de Français (au lieu de 5 millions au milieu des années 70), qui ont actuellement le choix entre plus de 9 000 terrains de camping, au lieu de 7 600 en 1980. L'hôtellerie de plein air a évolué, s'améliorant pour rompre avec l'image de vacances bas de gamme qu'elle véhiculait. Et les ter-

maines – ont su saisir l'opportunité du marché français, rivalisant sur les innovations, les emplacements et les prix pour le conquérir. Le consommateur a l'embaras du choix des enseignes (Willerby, Brentinere, BK Bluebird, Alucasa, IRM, Abi, Benimar, Cosalt, Carnaby, Atlas, Pemberton, CPA Holidays, Edelweiss...), des modèles (aluminium, bois, vinyle), des volumes, et des décora-

tion, le consommateur appréciant en elles la facilité d'entretien et surtout l'aspect nettement plus esthétique que l'aluminium, qui évoque la caravane d'antan. Du coup, c'est tout l'aspect de l'habitat qui change. Ce dernier prend facilement des allures américaines, côté Nouvelle-Angleterre : murs blancs, volets de couleur, fronton au-dessus de la porte d'entrée, terrasse...

Ce changement de style qui tranche avec les habitations en dur a son importance. Le mobile home doit contenir en soi le dépaysement. Les femmes, surtout, semblent y trouver leur compte, qui ne souhaitent pas retrouver, dans leur maison secondaire, la copie conforme de leur résidence principale, ni la copie conforme de leur existence quotidienne.

## PRODUIT CLÉS EN MAIN

Pouvoir se faire « plaisir tout de suite » en ayant un produit clés en main (pas de travaux), se choisir un endroit pas trop loin de chez soi pour pouvoir s'échapper à loisir, et savoir que l'on ne s'engage pas à vie (une résidence mobile, par définition, peut changer de place) sont quelques-uns des facteurs qui contribuent à séduire le consommateur.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Ce qui plaît aussi à l'acquéreur du mobile home, c'est un certain goût de la collectivité. Car, contrairement à ce que beaucoup croient, ces habitations ne sont pas autorisées sur des

terrains privés mais sont destinées aux campings ou parcs de loisirs qui ont prévu et accepté leur implantation. Certains propriétaires de ces emplacements choisissent aussi d'acquiescer quelques résidences mobiles pour les louer. Cette formule de vacances et week-ends s'adresse à une clientèle qui aspire au confort, à un environnement naturel séduisant... sans pour autant se couper des autres.

Bien au contraire. « Nos clients, principalement des retraités et des familles, recherchent le contact. Regroupés au sein d'un petit village de résidences mobiles, ils recréent une famille plus large. Grâce à l'emplacement de ces petits villages dans les campings et les parcs de loisirs, ils offrent en plus à leurs enfants ou petits-enfants de multiples activités et la possibilité de se faire des copains. Ce qui ne permet pas une résidence en dur. Les clients se recréent une sorte de Club Med sur mesure », précise Jean-Bernard Boulay, directeur commercial du département O'Hara, résidences mobiles conçues par le géant du bateau, Bénéteau.

En quatre ans de présence sur le marché, la marque est parvenue à réaliser une fort belle ascension – 450 exemplaires vendus en trois ans et l'équivalent prévu en 1998, soit un chiffre d'affaires de 60 millions de francs – et à s'imposer avec un produit s'inspirant nettement du style « côte ouest des États-Unis », chic et élégant.

L'entreprise, sur ce secteur, ne dé-

fend pas seulement un modèle de maison mais aussi un mode de vie. Pour elle, la notion de village est importante. Chacun d'eux aura son caractère, son ambiance : pêcheur, équestre, culturel... Au client de choisir sa maison et d'élire son terrain. O'Hara touche ainsi une clientèle à 40 % parisienne, dont la moitié est locataire, le reste étant des provinciaux des villes dont certains ont leur mobile home à une trentaine de kilomètres de chez eux.

« La résidence mobile permet de s'échapper, de se mettre quarante-huit heures un week-end sans souci d'entretien. Avec le temps de loisir qui augmente, ce marché ne peut que progresser ; à mon avis, il ne montre actuellement que le haut de l'iceberg », souligne Jean-Bernard Boulay. La résidence secondaire bientôt à la portée de tous ? C'est en tout cas ce que laisse entrevoir, l'instant d'une visite, le mobile home. Une idée de la mobilité, et la permanence d'un rêve bien ancré dans la réalité.

Véronique Cauhapé

■ Un inventaire des alres de stationnement pour camping-car complète l'édition 1998 des Guides Susse de camping-caravaning France (49 F) et Europe (sélection en Espagne, en Italie, au Portugal et en Suisse, 59 F). On y trouve également la liste des Relais agriculture et tourisme, par régions et par départements, et les étapes « Bienvenue à la ferme ».

## La caravane n'a plus la cote

Après l'augmentation régulière du marché jusqu'à la fin des années 70, les ventes de caravanes se sont effondrées, de 1985 à 1993. Dans un marché arrivé à maturité, l'amélioration croissante de la qualité des caravanes a en effet considérablement affaibli le taux de renouvellement de ce produit. Le fractionnement des vacances a également, selon Bruno Lacroix, rédacteur en chef au magazine *Le Caravanier*, « découragé certains consommateurs d'investir dans une caravane ». D'autres formules de vacances et la location sur place de caravanes ont elles aussi contribué à faire chuter les ventes. Pourtant, en 1997, le marché de la caravane enregistre un léger frémissement, avec une augmentation de 1 % des immatriculations. Quant au secteur des camping-cars, il continue de progresser : + 13,2 % en 1997 pour 6 920 unités (contre 5 000 unités en 1995), selon le Syndicat des constructeurs de véhicules de loisirs.

raux trois ou quatre étoiles se sont développés pour attirer une clientèle réticente (*Le Monde* du 11 juillet 1995).

Compromis entre le « tout camping » et la résidence secondaire, la maison mobile (ou mobile home) fait, elle aussi, de plus en plus d'adeptes. Les constructeurs européens – et en particulier les Anglais, pionniers et leaders dans ce do-

lions proposées. La maison mobile se sélectionne aussi en fonction des moyens dont on dispose, les tarifs démarant à moins de 80 000 francs et pouvant dépasser les 250 000 francs.

Le marché n'échappe pas aux modes. Pour le revêtement extérieur, les lames de vinyle – qui imitent parfaitement l'aspect du bois peint – ont actuellement le vent

## AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 10 AVRIL 1998

**MODE DE VIE** Les résidences secondaires représentent aujourd'hui 10 % du parc immobilier français. ● DÉSORMAIS, la maison de campagne, en vogue il y a vingt ans, a

souvent laissé la place à des constructions plus récentes, réalisées dans des immeubles collectifs. Plus qu'au retour à la terre, les Français sont aujourd'hui attachés au décor et au pa-

trimoine local qui environnent leur résidence secondaire. ● SAINT-HILAIRE-DE-RIEZ, commune plus connue sous le nom de Merlin-Place, est représentative du développement de

cet urbanisme de vacances, qui a pris son essor au début des années 70. Son succès est fondé sur une logique de rentabilité et de praticité. ● LA MAISON MOBILE attire, elle aussi, de

plus en plus d'adeptes : 7 millions de Français pratiquent le camping-caravaning. ● PARADOXALEMENT, la caravane n'a plus la cote. Les ventes se sont effondrées depuis dix ans.

# La maison de campagne change le décor et de décor

10 % du parc immobilier français est constitué par des résidences secondaires. Il s'agit désormais pour moitié d'un habitat collectif. Il s'y recompose une sociabilité qui a disparu des grandes villes et des zones pavillonnaires

EN VINGT ANS, la maison de campagne est devenue une résidence secondaire. Elle a sans doute perdu de son côté champêtre, mais son attrait auprès des citadins ne se dément pas. A travers des formules nouvelles, elle s'est démocratisée et concerne aujourd'hui un ménage sur dix. « La résidence secondaire n'a plus la même forme ni le même sens qu'il y a vingt ans », insiste la sociologue Françoise Dubost, directeur de recherche au Centre de sociologie des arts, qui a conduit les travaux pour *L'Autre Maison* dans la collection « Mutations » des Editions Autrement (n° 178, avril 1998, 120 F).

La « culture résidentielle secondaire », comme l'appellent les auteurs de l'ouvrage, est devenue multiforme. Parmi les résidences secondaires (qui représentent 10 % du parc immobilier total, soit 2,4 millions d'habitations), la part des constructions neuves est en forte croissance : depuis 1975, la moitié sont réalisées dans un immeuble collectif. Le F2 à Meillem-Plage ou aux Rousses concurrence la villa de Villers-sur-Mer, le moulin dans l'Yonne et le chalet de Chamonia, même si les revenus modestes se rencontrent plus souvent dans les campagnes profondes qu'à proximité des stations touristiques. Une partie des Français préfèrent d'autant plus la construction neuve qu'ils n'apprécient guère l'isolement. « A la différence de leurs prédécesseurs des années 60, ils éprouvent moins qu'autrefois la nostalgie de la campagne traditionnelle. Ils ne s'intéressent plus guère à la terre, au travail agricole, mais davantage à ce qui fuit l'air du temps : le paysage, le décor, le patrimoine local », estiment les auteurs qui ont, notamment, enquêté auprès des notaires et des agences immobilières.

## « GÉOGRAPHIE SENTIMENTALE »

Du coup, la « géographie sentimentale » des résidents secondaires ne se confond plus forcément avec leur biographie. L'expérience montre qu'une émission de télévision, une chanson ou le passage du Tour de France peuvent brusquement conférer à une localité une aura touristique. « Ce peut être ici, ce pourrait être ailleurs, pourvu que le paysage soit



beau à regarder et que le soleil soit de la partie », résumant les auteurs. Selon eux, la poursuite de

cette tendance affaiblirait le mécanisme traditionnel de transmission familiale. Les résidences se-

condaires, « moins liées à l'histoire d'une vie », passeraient plus facilement de main en main.

En tout état de cause, le fantasme de la « maison de campagne », tant décrié à la fin des années 70 (certains évoquèrent alors un « deuxième phylloxera » dont les conséquences seraient l'augmentation du prix du foncier et la mise à mal des paysages), n'a jamais été aussi présent. « Un coin en vert quand les banlieues sont grises, un port d'attache quand la mobilité s'accroît, un pays d'adoption pour les déracinés, sans compter, à l'heure où l'on parle de déclin de la famille, les retrouvailles à chaque saison des grands-parents et des petits-enfants », écrit Françoise Dubost.

Même si elle n'a pas été transmise de génération en génération, la maison de campagne reste une véritable institution familiale, et même au-delà. Si l'on n'achète plus une maison à plusieurs pour y vivre en communauté, il arrive souvent qu'un groupe d'amis acquière plusieurs maisons dans un hameau pour constituer un réseau. « Les résidents secondaires cherchent à retrouver une sociabilité qui disparaît des grandes villes et des banlieues pavillonnaires, mais ce n'est plus forcément la sociabilité villageoise, constatent les chercheurs. A Merlin-Plage, ils se retrouvent entre eux en évitant soigneusement les estivants de passage. »

Ce « formidable investissement affectif » tient aussi « aux liens qui se créent avec les gens du pays ». Là encore, le décor a radicalement changé. Le rapprochement des modes de vie urbain et rural a contribué à rendre les résidents secondaires moins « exotiques », et la plupart des municipalités ont appris à gérer le phénomène. Demeurent encore quelques tensions autour des te-

population, « y compris les résidents secondaires les plus anciens, intègre les fantasmes de tout « entrainé », craignant aussi bien les Gitans que les chemineaux ou les hippies », observe l'ethnologue. A Montségur, quelques « intégristes du paysage » veillent farouchement sur les permis de construire et la conservation des sites. Un beau jour, ils ont fait circuler une pétition demandant

## Les étrangers attirés par de nouvelles régions

Phénomène plus ancien et moins important qu'on ne l'affirme parfois, l'achat de résidences secondaires par des ressortissants du nord de l'Europe tient essentiellement au bas prix des terres et du bâti ancien en France. « Ce qui est nouveau, remarque la sociologue Martin de La Soullière, c'est qu'ils s'intéressent à de nouvelles régions - le Massif central, la Bretagne, la Normandie, le Pas-de-Calais - et que leur profil sociologique a changé. » Cela paraît être particulièrement le cas des Britanniques. Plus jeunes et moins fortunés que leurs prédécesseurs, ils choisissent « le rural profond plutôt que les sites touristiques » et « ont de la campagne française une vision traditionnelle et stéréotypée que construisent et vendent les agences immobilières britanniques ».

ventilations (adduction d'eau, tarifs réduits sur les équipements municipaux) des résidents secondaires. Sans oublier leur tendance maintes fois constatée à multiplier les clôtures... En fait, les conflits se sont déplacés. Ils arrivent avec les touristes et opposent « les villageois installés depuis peu, dont certains voudraient que plus rien ne bouge après les changements qu'ils ont eux-mêmes provoqués ». Et le reste de la

que les chantiers forestiers, pour ne pas abîmer la montagne, soient desservis par des mules. Ou par des hélicoptères.

Jean-Michel Normand

\* *L'Autre Maison* (« La résidence secondaire, refuge des générations »). Editions Autrement, collection « Mutations » (n° 178). 183 pages, 120 francs.

## A Merlin-Plage, le bonheur tout simple

N'EN DÉPLAISE aux édiles locaux, la station balnéaire vendéenne de Saint-Hilaire-de-Riez est plus connue sous le nom de Merlin-Plage. Signe particulier : la grande majorité des familles qui y sont propriétaires d'un logement « sont des salariés aux revenus modestes : ouvriers qualifiés, techniciens, agents de maîtrise, employés, fonctionnaires ou enseignants ». « La décision d'acheter une seconde résidence, que leurs propriétaires présentent comme ayant été soudaine, prise sur un coup de cœur, n'intervient en fait qu'au terme d'un processus complexe », souligne le sociologue Jacques Cloarec, qui a longuement enquêté sur place. Cette acquisition, réalisée dans les années 70, répond à une logique de praticité et de rentabilité. Bref, un calcul économique tout à fait rationnel qui n'a pas mis en péril l'équilibre du budget familial.

Les premiers arrivés, qui se sont installés entre 1971 et 1975, constituent la génération fondatrice, celle qui « a investi ce lieu autrefois désert et en a inventé les usages, la sociabilité, les traditions, construisant sa renommée populaire » dont l'aspect négatif est l'accusation de bétonnage de la côte vendéenne. Au cours des années, rares sont les propriétaires de Merlin-Plage qui se sont déclarés à reverir leur petit appartement, livrés en cas de divorce ou de décès du conjoint.

Une fois retraités, nombre d'entre eux s'y retirent cinq ou six mois de l'année et transforment leur pied-à-terre estival en un prolongement de leur résidence « primaire », y compris en recourant au service de transfert d'appel de France Télécom qui leur permet de recevoir les appels reçus au domicile principal. Par ailleurs, « il semble, selon les témoignages recueillis, que

même lorsqu'il y a plusieurs héritiers, ces derniers répugnent à se séparer de la résidence secondaire des parents, qui est aussi la maison de vacances de leur enfance. Ils organisent alors un partage par rotation de l'occupation de l'appartement ».

Ce dernier, dont l'achat n'était pas forcément dicté par une volonté de valoriser une épargne ni même de constituer un bien à transmettre, est devenu au fil des années une pièce maîtresse du patrimoine familial. « L'usage premier, ce sont les vacances, sur lesquelles se fixent des projets, des désirs et même des rêves et qui restent un temps fort dans la vie des familles françaises », constate Jacques Cloarec.

Plus urbain que rural, l'environnement est d'abord apprécié pour le sentiment de confort qu'il procure. Cela n'empêche pas que se

noient de vrais rapports affectifs. « La rencontre avec la région se vit sur un mode amical, à celui de la rencontre amoureuse ; il s'agit alors d'un lieu d'élection qu'on est heureux de retrouver car l'acquisition de la résidence secondaire s'inscrit dans une quête hédoniste. D'ailleurs, le propriétaire du deux-pièces à Merlin-Plage ne se considère pas comme ayant « réussi ». « A aucun moment il n'apparaît que la possession d'une résidence secondaire au bord de la mer pourrait être revendiquée ni même perçue comme un signe extérieur de richesse, l'accès à un standing ou à une promotion sociale. Le pragmatisme, la recherche d'un mieux-être pour eux-mêmes et leurs enfants sont les seules motivations des résidents secondaires de Merlin-Plage », conclut le chercheur.

J.-M. N.

# La vie à la campagne

**U**n petit couple de la ville songeait à se retirer sur la grande terre, plus de cent acres, qu'il avait achetée voilà longtemps du côté de Richmond dans les Cantons de l'Est. On démolirait le chalet d'été pour le remplacer par une grande maison confortable. La commande fut donnée à un constructeur de maisons. L'arpenteur vint en premier comme toujours, et c'est là que le couple apprit qu'on ne construit pas sa maison où l'on veut, même sur sa terre. On doit le faire à l'intérieur d'un périmètre précis d'un demi-acre qui, ici, ne convenait pas vraiment. Le couple fit valoir à la Commission de la protection du territoire agricole que, juste à côté du périmètre imposé, (on parle de quelques mètres de différence), le sol se prêtait mieux à des fondations. Après de longs mois d'attente, la Commission refusa de déroger de quelques mètres, refus confirmé par le tribunal d'appel.

Pour quelques mètres ! ronchonèrent les déboutés.

Ah ces gens de la ville... Les fonctionnaires leur firent valoir que quelques mètres ici, quelques mètres là, ce n'est pas long que le diable est aux vaches et l'homogénéité de la communauté agricole aussitôt compromise.

Notre petit couple baissa la tête, honteux de n'avoir pas pensé de lui-même à une chose aussi fondamentale que l'homogénéité de la communauté agricole.

Aussi, quand le petit couple a appris l'autre semaine que la ligne haute tension de l'Hydro passerait dans leur cour il a téléphoné à Hydro : et si ces pylônes, de la hauteur d'un édifice de dix étages, allaient briser l'homogénéité du territoire agricole ?

Pas du tout, les a-t-on rassurés à Hydro.

Je vous laisse imaginer le soulagement du petit couple.

Entre les pylônes, les porcheries, les séchoirs qui donnent l'impression d'avoir un DC-10 dans sa cour, les méga-scieries, les

carrières et leurs camions de gravelle, l'usage massif des pesticides, les aménagements récréotouristiques genre glissades d'eau et les villages de condos, la campagne québécoise atteindra bientôt à l'homogénéité des parcs industriels : du bruit et de la pollution partout.

Sans vision, sans plan d'aménagement du territoire, et en pestant contre

les écolos qui parlent de qualité de vie sans jamais en évoquer le coût, les pouvoirs publics, avec l'approbation de l'UPA, sont en train d'abolir le paysage et le silence au nom du sacro-saint « droit de production ». Et c'est à la fois un désastre et une grande pitié.

■■■

**LA PETITESSE DES BÂTISSEURS DE GRANDS PARKINGS** — Il y a dans ma région quelques maires de villages rock'n'roll, qui tournent les coins ronds et vont en politique comme dans leurs champs, plantant des piquets de clôture où bon leur semble. Ne sont-ils pas chez eux ? On leur dit, ben voyons donc, monsieur le maire, vous ne pouvez pas faire ça, vous êtes en conflit d'intérêts. Ils vous regardent de côté : Ah non, je ne peux pas ? Ils ne sont pas aussi innocents qu'ils en ont l'air. Mais le fond est bon.

Il y a aussi dans ma région, dans les villes moyennes, Bromont, Cowansville et surtout Granby, des petits seigneurs de province qu'on eût appelé, à une autre époque, des hobereaux. J'aime le mot, hobereau. Il évoque la petitesse des bâtisseurs de grands parkings. Ainsi le maire Duchesneau à Granby.

Il y avait, rue Dufferin, à Granby, attenante à un édifice de la ville, une belle maison de briques, avec une âme et une histoire.



Pierre  
FOGLIA

Sans avertissement, sans avis public, le maire l'a fait démolir l'autre matin. La décision avait été prise à la vapeur au conseil municipal de la veille. Le lendemain matin, un béliier mécanique foutait la belle maison à terre. Youppi, on pourra agrandir le parking de l'édifice voisin. Quand les journalistes ont demandé au maire pourquoi tant de précipitation, il a répon-

du, one for the book, il a répondu : « Il fallait agir vite, SINON ON AURAIT SUSCITÉ UNE POLÉMIQUE... si on avait attendu trois semaines combien d'articles les journalistes auraient-ils écrit là-dessus ? »

Savez-vous, monsieur le maire, comment des esprits moins pragmatiques que le vôtre nomment ce genre de polémique que vous cherchez à éviter à tout prix ? Ils appellent cela la démocratie. Sont-ils assez fous ?

Ah oui, j'oubliais, le mot hobereau qui vous va si bien, désigne aussi une sorte de rapace. « De petite taille », ajoute le dictionnaire. Je vous assure.

■■■

**POUR LE BONHEUR DES OURS** — Sur le parcours de vélo que j'emprunte le plus souvent, il y a un élevage de wapitis, vous savez, ces espèces d'originaux de la toundra qu'on élève par ici pour leurs cornes. La corne de wapiti est un aphrodisiaque très prisé des Chinois, semble-t-il, comme les testicules du tigre, les viscères de l'ours, le pénis du phoque, l'oreille du castor et le genou du boa. Je pensais à ça en passant devant l'enclos de mes voisins wapitis : et si on envoyait aux Chinois quelques caisses de Via-

gra ? Ce sont les ours qui seraient contents. Et peut-être les Chinoises aussi.

■■■

**UNE TRÈS MAUVAISE HABITUDE ALIMENTAIRE** — L'élimination du Canadien est déjà loin, n'empêche que la modeste prestation de ses gardiens, devenue affaire nationale, nous a révélé une bien étrange pratique : saviez-vous que l'amateur de sport d'ici, lorsqu'il est bouleversé, mange ses bas ?

Deuxième match à Buffalo. Moog patauge. L'amateur de sport réclame Thibault. J'ai entendu cent personnes dont un animateur de radio dire qu'elles « mangeraient leurs bas », si on ne mettait pas Thibault dans les buts pour le troisième match.

Troisième match, Thibault s'écroule, quatre buts en onze lancers, il est remplacé par Théodore. Qui ne fait pas de miracle, lui non plus, sur le but des Sabres en supplémentaire, mais le peuple le réclame pour le quatrième match. ( Une chance qu'il n'y a pas eu un cinquième match, ils auraient réclamé Mannon Rhéaume. ) Bref, j'ai entendu cent personnes, dont un chroniqueur, dire qu'ils mangeraient leurs bas si ce n'était pas Théodore.

Ce fut Moog. Et Théodore en relève dans une cause perdue. Le Canadien est éliminé, mais ça ne fait rien, le peuple s'est trouvé un grand gardien pour l'an prochain : Théodore... Il aurait du Patrick Roy dans le nez, dit le même chroniqueur, prêt à manger une seconde paire de bas si Théodore n'est pas le gardien numéro un l'an prochain.

Je crois que les amateurs de sport ne devraient jamais manger leurs bas. Je crois qu'ils doivent absolument garder leurs pieds au chaud, parce que c'est là qu'est leur cerveau.

**NOUVELLE  
PARUTION**

# TERRITOIRES D'AVENIR

## POUR UNE SOCIOLOGIE DE LA RURALITÉ

**BRUNO JEAN**

© 1997, ISBN 2-7605-0982-6, 340 pages

### PRÉSENTATION

Quelle est la place de la ruralité dans le monde moderne ?

Dans cet ouvrage, basé sur une vingtaine d'années de recherche en sociologie rurale, l'auteur tente d'apporter un éclairage nouveau sur plusieurs dimensions de l'avenir des territoires ruraux : les mutations du monde rural contemporain, l'évolution de l'exploitation agricole familiale et le développement durable des campagnes. La ruralité n'est pas disparue avec la modernité, elle est engagée dans un processus de restructuration.

Les stratégies de développement régional ne pourront être construites sans prendre en compte les mutations socio-économiques du monde rural comme la dissociation entre le milieu agricole et le milieu rural et l'émergence des nouvelles fonctions de l'espace rural : résidentielle, récréative, touristique, environnementale, etc. sans oublier les activités économiques structurantes comme l'agriculture et la forêt. Par ailleurs, une meilleure connaissance de ces dynamiques rurales devrait permettre aux décideurs de mettre en œuvre des politiques régionales et rurales plus appropriées à la ruralité d'aujourd'hui.

Ce livre s'adresse autant aux étudiants en agriculture et en développement rural ou régional qu'aux nombreux acteurs du développement local en milieu rural. Il se veut un outil d'animation de la ruralité.

### L'AUTEUR

*Bruno JEAN est professeur au département des sciences humaines de l'Université du Québec à Rimouski et membre du Groupe de recherche en développement régional de l'Est du Québec. Spécialiste en développement rural, il est associé à plusieurs programmes de recherche.*

### TABLE DES MATIÈRES

Introduction .....	1	2.2 Le Québec rural en tendances : les transformations sociales et économiques récentes du monde rural .....	44
<b>PREMIÈRE PARTIE</b>		2.3 La ruralité menacée : dépeuplement, vieillissement et pauvreté .....	55
<b>LES NOUVEAUX TERRITOIRES DE LA RURALITÉ</b>		<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>Comprendre les mutations du monde rural contemporain</b>		<b>La ruralité bas-laurentienne : une analyse régionale de la restructuration agricole et rurale .....</b>	<b>65</b>
<b>CHAPITRE 1</b>		3.1 Éléments d'une analyse sociologique d'une agriculture régionale .....	66
<b>La question rurale : comprendre le rural et construire la ruralité .....</b>	<b>7</b>	3.2 Vers un modèle d'analyse d'une agriculture régionale .....	87
1.1 La thèse de la fin du rural .....	9	<b>CHAPITRE 4</b>	
1.2 La thèse de l'objectivité de la ruralité rurale .....	12	<b>Les territoires ruraux dans la modernité avancée : comprendre les dynamiques rurales .....</b>	<b>93</b>
1.3 L'argument démographique : le renversement des tendances de peuplement .....	13	4.1 Les territoires ruraux en mutation : vers une typologie des dynamiques rurales .....	94
1.4 L'argument morphologique : l'absence d'une homogénéisation sociospatiale .....	16	4.2 La ruralité dans la modernité avancée : la question des institutions .....	108
1.5 L'argument culturel : une homogénéisation socioculturelle douteuse .....	18	4.3 La postmodernité rurale : des institutions aux organisations pragmatiques .....	112
1.6 La ruralité et sa sociologie : positions et propositions .....	20		
<b>CHAPITRE 2</b>			
<b>La ruralité québécoise : identité et recomposition du monde rural contemporain .....</b>	<b>37</b>		
2.1 Une réalité insaisissable et irréductible : pour une approche sociologique de la ruralité .....	38		



Presses de l'Université du Québec  
2875, boul. Laurier, Sainte-Foy (Québec) G1V 2M3

# TABLE DES MATIÈRES

## DEUXIÈME PARTIE

### L'EXPLOITATION AGRICOLE FAMILIALE

Défricher les nouveaux champs de l'agriculture moderne

#### CHAPITRE 5

##### L'agriculture familiale contemporaine :

survivance du passé ou création de la modernité ..... 119

5.1 Remettre les idées à leur place : le développement historique de l'exploitation agricole familiale ..... 121

5.2 Remettre l'agriculture à sa place : sur la spécificité et la rationalité du travail agricole et sur le mythe de son industrialisation ..... 129

5.3 L'indissolubilité du mariage entre l'agriculture moderne et l'État : politique agricole et régulation des marchés ..... 139

#### CHAPITRE 6

##### L'exploitation agricole familiale moderne :

les enseignements d'une étude comparative internationale ... 149

6.1 Une contribution aux débats sur l'organisation sociale de l'agriculture ..... 151

6.2 Le rapport à la terre et la territorialité chez les agriculteurs ..... 154

6.3 Le rapport au politique : les agriculteurs et l'État ..... 166

6.4 L'agriculture familiale moderne : les nouvelles fonctions de l'agriculture dans l'espace rural ..... 178

#### CHAPITRE 7

##### L'agriculture familiale et l'environnement :

contradiction ou convergence ? ..... 183

7.1 La ferme familiale et l'agriculture verte ..... 184

7.2 Représentations et pratiques de l'agriculture durable : quelques résultats de deux enquêtes auprès de fermes familiales ..... 191

## TROISIÈME PARTIE

### LA REVITALISATION RURALE

Aménager l'avenir des campagnes à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle

#### CHAPITRE 8

##### La ruralité comme projet de société :

aménager l'avenir des régions rurales ..... 207

8.1 Une situation de crise dans les régions rurales ? ..... 209

8.2 Une politique de développement rural ? ..... 214

8.3 La revitalisation des régions rurales : pour un développement rural durable ..... 220

#### CHAPITRE 9

Le développement approprié : vers une nouvelle approche du développement durable des régions rurales ..... 227

9.1 Le développement durable : vers une nouvelle théorie du développement local ..... 229

9.2 Le développement local durable en milieu rural au Québec : vers une définition opératoire du développement durable et approprié ..... 233

#### CHAPITRE 10

Vers des systèmes ruraux durables : l'environnement rural entre la régulation, la participation et la responsabilité .... 247

10.1 Quelques considérations sur l'environnement et la ruralité ..... 248

10.2 Agriculture durable et judiciarisation des pratiques agri-environnementales ..... 250

10.3 Concomitance ou causalité : la responsabilité environnementale face au droit ..... 253

10.4 La gestion des risques environnementaux : sur le principe de précaution ..... 255

10.5 La transition de l'agriculture québécoise aux modes de production durable ..... 257

10.6 Une approche autorégulatrice : quelques exemples ..... 259

10.7 Vers une agriculture multifonctionnelle ..... 261

10.8 Un développement en harmonie avec l'environnement : qui décide ? ..... 263

10.9 Le développement durable des petites collectivités rurales ..... 264

#### CHAPITRE 11

Les défis de la ruralité moderne : concevoir une nouvelle politique rurale ..... 273

11.1 La ruralité moderne face aux enjeux actuels de développement rural ..... 275

11.2 L'agriculture moderne entre les ruptures et les défis .... 281

11.3 Les défis de la ruralité contemporaine ..... 288

11.4 Le Québec rural à la croisée des chemins ..... 291

11.5 Une politique de développement rural : quelques lignes directrices ..... 293

11.6 Une vision du développement rural ..... 295

11.7 Les principes de la politique rurale ..... 296

11.8 Le monde rural entre l'État et le marché : quelle régulation à l'heure de la subsidiarité ? ..... 299

Conclusion ..... 311

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE OU CHEZ L'ÉDITEUR, EN EXPÉDIANT CE COUPON

#### BON DE COMMANDE (S.V.P. ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

	PROX	QUANTITE	TOTAL
TERRITOIRES D'AVENIR DA-982 (40 \$ + TPS de 2.90 \$)	42,80 \$		

NOM		
ADRESSE		
VILLE	PROVINCE	CODE POSTAL

<input type="checkbox"/> CHÉQUE OU MANDAT POSTAL À L'ORDRE DES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
<input type="checkbox"/> MASTERCARD*
<input type="checkbox"/> VISA
DATE D'EXP.
SIGNATURE

Presse de l'Université du Québec

Distribution de livres UNIVERS

845, rue Marie-Victorin

Saint-Nicolas (Québec) G7A 3S8

Téléphone : (418) 831-7474

ou 1-800-859-7474

Télécopieur : (418) 831-4021

Consultez notre catalogue sur Internet :

<http://www.uquebec.ca/puq>

\* Inscrivez aussi les trois derniers chiffres apparaissant au verso de votre carte.

Prix sujet à changement sans préavis. Toute commande doit être accompagnée de son paiement intégral.

SCEAU  
DU  
LIBRAIRE